

Table des matières

*) Congrès du pcf. Les communistes ouvrent une nouvelle page.....	3
« LA PLANETE BRULE, LES PEUPLES SOUFFRENT, LE CAPITAL SE GAVE »	3
LE PCF MISE SUR UNE « UNION POPULAIRE AGISSANTE »	5
*) Pouvoir d'achat. Les gilets jaunes ne retournent pas leur veste	6
*) Sncf. La CGT conforte sa place de première organisation syndicale.....	8
UN RESULTAT ELECTORAL SIGNE DU MECONTENEMENT TOUJOURS PRESENT	9
*) Transports, services publics, emploi, vie agricole. Face à la souffrance du monde rural, quelles réponses ?	10
• LA RURALITE : UNE CHANCE POUR LA FRANCE.....	10
• UN CHAMP DE DEVELOPPEMENT.....	11
• LA DETRESSE PAYSANNE.....	13
• TRANSFORMONS NOTRE MODELE SOCIAL	14
«C'EST NOUS QUI VOUS ENGRAISSEONS »	16
COLERE DE CLASSE CONTRE ASSURANCE DE CLASSE	16
*) Violences sexistes. « Pour changer les mentalités, on doit s'emparer de la rue »	17
UN DECALAGE ENTRE LA LOI ET LA REALITE VECUE PAR LES PERSONNES AGRESSEES	18
FEMMES ET HOMMES CONTRE LE PATRIARCAT ET LA CULTURE DU VIOLE	19
*) Un moral d'acier forgé dans le bassin minier	19
AU PARLEMENT, ROUSSEL SE DEMENE CONTRE LE FLEAU DE L'EVASION FISCALE.....	21
« UN ETRE PETILLANT, QUI A LE SENS DE LA FORMULE, ET PLUSIEURS ATOUTS FACE AU DEFI ENORME QUI L'ATTEND »	22
*) Élections européennes : passer de la colère au succès.....	22
« C'EST AUJOURD'HUI UNE REVOLTE QUI GRONDE, QUI S'ORGANISE »	23
« AVEC LE BREXIT ON SORT DE L'UE, ON NE SORT PAS DU CAPITALISME »	23
*) Un nouveau logo pour le PCF	24
*) Nicolas Hulot veut disrupter les critères de Maastricht pour sauver la planète	25
« MA VOLONTE ETAIT DE RECONCLIER L'ECOLOGIE ET LE SOCIAL».....	26
REPRENDRE SON ROLE D'INFLUENCEUR POLITIQUE « HORS DU CHAMP POLITIQUE TRADITIONNEL ».	26
*) Pierre Laurent : « Je crois plus à la dignité de la politique qu'à la politique du spectacle »	27

PIERRE LAURENT EST REVENU SUR SES 8 ANS A LA TETE DU PCF	28
*) Après le 17 novembre. Qu'exprime vraiment le mouvement des gilets jaunes ?	29
• NE PAS SE LAISSE ALLER AUX DANGEREUSES ILLUSIONS « POPULISTES » PAR ROGER MARTELLI, HISTORIEN, DIRECTEUR DE PUBLICATION DE REGARDS	30
• UN VASTE DEBAT NATIONAL SUR DES SOLUTIONS ALTERNATIVES PAR ALAIN OBADIA, PRESIDENT DE LA FONDATION GABRIEL-PERI.....	31
• « C'EST LES GENS DU PEUPLE QUI SONT LA » PAR WILLY PELLETIER, COORDINATEUR GENERAL DE LA FONDATION COPERNIC	32
*) « Ce siècle a besoin des idées communistes »	33
« BEAUCOUP DE CITOYENS FONT DU COMMUNISME SANS LE SAVOIR ».....	34
*) Lucien Sève : « Oui, le communisme vient à maturité objective »	36
*) Congrès. Face à Macron, les maires endossent leurs gilets jaunes	40
« MEPRISES, OUBLIES »	41
CERTAINS BOYCOTTENT L'ÉLYSEE	41
*) La majorité vote son budget du « pouvoir d'achat »	42
« CELA DEVAIT RUISSELER : CELA S'EVAPORE !».....	42
*) Quartiers populaires. La FI invite les cités à s'auto-organiser	43
« SANS LES HABITANTS DES QUARTIERS NOUS NE CHANGERONS PAS LA DONNE » 44	
*) Pierre Laurent : « Nous existons pour que notre peuple prenne son avenir en main ».....	45
*) Ne laissons pas étrangler L'Humanité !	47
*) La gauche partage la colère et plus encore ses alternatives.....	49
POUR LA HAUSSE DES SALAIRES, DES RETRAITES ET DES MINIMA SOCIAUX	49
*) Pendant qu'on taxe les carburants les firmes paient moins d'impôts.....	51
40% DES BENEFICES TRANSFERES VERS DES PARADIS FISCAUX.....	51
*) Sébastien Jumel. « C'est la goutte d'essence qui fait déborder le vase »	52
*) Élections européennes. Et si une ouvrière du Nord s'invitait à Strasbourg ?	54
MARIE-HELENE CONTINUE UN COMBAT ENGAGE... EN 1974	54
SON COMBAT POUR UNE « EUROPE PLUS JUSTE ET PLUS HUMAINE »	55
Européennes. Ian Brossat veut remédier à la dispersion de la gauche.....	57
«NOUS AVONS BEAUCOUP A GAGNER.»	57
Élections européennes. Génération.s à la recherche d'une dynamique politique.....	58
CE N'EST PAS UNE « PRISE » POLITIQUE.....	58
« DEUX CHEMINS DIFFERENTS ».....	59
*) FI entre officiellement en campagne avec ses nouveaux alliés	59
*) Ian Brossat. « Il s'agit une fois de plus de s'en prendre au pouvoir d'achat des salariés »	61

*) Congrès du pcf. Les communistes ouvrent une nouvelle page

Lundi, 26 Novembre, 2018 [Julia Hamlaoui](#)

Nouveau logo, nouveau texte d'orientation, nouveau secrétaire national, les communistes réunis en congrès ce week-end à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) ont adopté à une très large majorité un « manifeste » profondément remanié et élu leur nouvelle direction.

Nouvelle image et rassemblement dans ses rangs. Ce sont les signaux envoyés par le PCF lors de son 38e congrès tout au long du week-end à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Un nouveau secrétaire national et même un nouveau logo ont émergé de ces trois jours durant lesquels quelque 800 communistes se sont réunis. Hier, le député du Nord Fabien Roussel a ainsi officiellement succédé à Pierre Laurent à la tête du PCF, tandis qu'une étoile rouge surmontée d'un bourgeon est devenue le nouvel emblème des communistes. Côté rassemblement, même si toutes les tensions n'ont pas été gommées en un week-end, une liste unique de candidatures pour le conseil national de la formation a finalement été présentée et adoptée avec 442 voix (sur 569 votants et 736 inscrits). « Les gilets jaunes, les blouses blanches, les robes noires de la justice, mais aussi les cols bleus des usines ont des raisons de donner de la voix ! » lance tout juste élu le nouveau dirigeant lors de son discours de clôture, dimanche, décrivant les conséquences de la vie chère ou de l'austérité sur les services publics. « La France ne manque pas de moyens, loin de là, ajoute-t-il. Mais ils ne profitent qu'à une minorité. Une infime minorité qui prospère insolemment. Ce sont eux les véritables assistés de la République ! » assène le député du Nord. Le PCF lancera une pétition contre le coût du capital et pour le pouvoir d'achat dans les prochains jours, annonce-t-il. Dans la salle, la veille déjà, toutes les mains s'apprêtent à se lever pour plébisciter une motion contre la vie chère et pour relever le défi écologique. « Dès le 1er janvier 2019, l'impulsion doit être donnée d'une augmentation générale des salaires et des pensions dans le public comme dans le privé, le Smic doit être augmenté de 200 euros net », y écrivent les communistes.

« LA PLANÈTE BRULE, LES PEUPLES SOUFFRENT, LE CAPITAL SE GAVE »

Dès l'ouverture des travaux, vendredi, la tonalité est la même. « La planète brûle, les peuples souffrent, le capital multinational se gave, les Gafam veulent diriger le monde.

La paix n'est plus un acquis mais une urgence. Le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et l'exclusion se banalisent à nouveau », alerte d'entrée de jeu Pierre Laurent, appelant son parti à « ouvrir le chemin d'une alternative à la politique de Macron qui ne soit pas le chemin de peur, de guerre sociale et de division, mais celui d'une autre organisation des rapports humains, sociaux et démocratiques ». Pour son dernier congrès en tant que secrétaire national, le sénateur de Paris, qui devrait devenir président du conseil national du PCF, a été salué par une longue ovation de la salle. En début de semaine, il avait proposé une issue à la crise qui se profilait du fait des deux candidatures pour la fonction de secrétaire national. Ému, vendredi, il envoie un nouveau message d'unité : « Le débat chez nous n'est pas une guerre de chefs, les ego ne devancent pas l'intérêt général. C'est ce qui nous unit, parce que nous sommes le parti des humbles, des modestes qui savent que, divisés, ils ne peuvent rien gagner. » Il n'y aura pas de « numéro 1 bis », précise-t-il aussi en marge du congrès. Pierre Laurent ne « compte pas refaire le match », mais occuper une nouvelle place.

Préparé dans une situation inédite et une ambiance parfois tendue, après le choix des communistes d'un texte alternatif (« Pour un manifeste du Parti communiste du XXIe siècle ») comme « base commune » en octobre, sur le fond non plus ce congrès ne s'est pas conclu par un pugilat. Au final, le texte adopté samedi soir à 87,23 % des voix (567 pour, 83 contre et 25 abstentions) aura été profondément remanié. « C'est le fruit de longues heures de travail, nous avons examiné plus de 7 000 amendements », annonce d'emblée Guillaume Roubaud-Quashie, l'un des coanimateurs de la commission du texte chargée de proposer une nouvelle version du « manifeste » tenant compte des propositions issues des congrès départementaux. En séance, la plupart des votes obtiennent une large majorité. De quoi contenter presque tout le monde. « Je me réjouis que beaucoup de nos innovations, laissées temporairement de côté lors du vote de la base commune, sont réintroduites dans le texte », explique Pierre Laurent. Les dimensions écologiste, féministe, antiraciste du combat communiste notamment ont été renforcées. Pas de quoi cependant satisfaire les signataires d'un autre texte alternatif (« Pour un printemps du communisme », 12 % des voix en octobre). La députée Elsa Faucillon ou l'historien Frédéric Genevée ne feront pas partie de la future direction. « Nous prenons acte de la réorientation stratégique que (le congrès) a choisie, mais nous ne la partageons pas », expliquent-ils, jugeant que « l'affirmation identitaire qui s'est exprimée ne cache pas le retour à (une) politique d'union de la gauche et d'alliances à géométrie variable ». Parmi les initiateurs du « manifeste », certains se montrent mitigés. « Dans une configuration inédite, c'est complexe mais au final c'est plutôt positif », estime Hervé Poly. Le secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, qui s'était prononcée à près de 87 % pour le « manifeste », préfère souligner « la dynamique pour une réorientation du PCF » enclenchée par le vote militant.

Animatrice du dernier des textes alternatifs (8 %), Dominique Negri regrette franchement, pour sa part, « un congrès pas si extraordinaire, avec un débat confisqué sur l’Union européenne », qu’il faudrait selon elle quitter.

LE PCF MISE SUR UNE « UNION POPULAIRE AGISSANTE »

Sur des points clés, l’orientation a évolué au fil des débats. En termes de stratégie, après l’échec du Front de gauche et le sentiment d’avoir été humilié par Jean-Luc Mélenchon lors de la dernière présidentielle, le PCF mise sur une « union populaire agissante », s’appuyant sur des « fronts de lutte sectoriels pour faire progresser des objectifs précis de transformation sociale, écologique, démocratique ». Fabien Roussel a d’ailleurs lancé dès ce week-end un appel à la gauche pour, avec les communistes, exiger d’Emmanuel Macron la tenue d’un « Grenelle des salaires » pour répondre à la colère sur la vie chère. Les alliances électorales à gauche, « sans partenaire privilégié a priori », ne sont pas exclues non plus, même si le PCF entend « être présent avec (ses) candidats à toutes les élections ». Travaux pratiques avec les élections européennes de mai 2019 : les communistes, après un intense débat, ont décidé de continuer de tendre la main à gauche, tout en « propos(ant) la candidature de Ian Brossat comme tête d’une liste de large rassemblement ». Pas fermé à la discussion, Pascal Cherki, présent à Ivry pour Génération.s, précise : « Beaucoup de paramètres sont à prendre en compte sur ces questions, notamment d’efficacité électorale, mais ça doit venir après. D’abord on doit discuter du fond. »

La fraternité, chère aux communistes, a aussi ponctué ce week-end de débats. À l’instar de ce moment où tous les congressistes debout entonnent le refrain de la Jeune Garde, l’hymne du Mouvement des jeunes communistes, pour saluer le discours de sa secrétaire générale, Camille Lainé. « Nous agissons et ne laisserons aucun millimètre de terrain à l’extrême droite ! » clame-t-elle, liste à l’appui des nombreux combats mené par le MJCF (de la mobilisation pour la paix en Palestine aux solidarités concrètes aux côtés des jeunes, en passant par la lutte contre les violences sexistes). La détermination gagne aussi la salle, quand des syndicalistes viennent raconter leurs luttes (lire page 5). « C’est là qu’est notre place, aux côtés des “Arjo”, des salariés de GE Hydro, des GM&S, des Ascoval, aux côtés des familles mal logées ou des réfugiés traités comme des moins que rien », assure Fabien Roussel en clôture, avant de lancer aux siens : « Soyons fiers de nos engagements militants et de nos combats ! »

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/congres-du-pcf-les-communistes-ouvrent-une-nouvelle-page-664170>

*) Fabien Roussel : « Donnons de l'espoir à la colère »

<https://youtu.be/1lyAIWuwcmc>

<https://www.humanite.fr/videos/fabien-roussel-donnons-de-l'espoir-la-colere-664121>

*) Ian Brossat : " Le pouvoir d'achat doit être au cœur des européennes"

<https://youtu.be/lY8wJUhdy6o>

<https://www.humanite.fr/videos/ian-brossat-le-pouvoir-dachat-doit-etre-au-coeur-des-europeennes-664120>

*) Pour les plus curieux : Visitez le nouveau site du PCF
<http://www.pcf.fr/actualites>

*) **Pouvoir d'achat. Les gilets jaunes ne retournent pas leur veste**



Sur la place de l'Étoile, à Paris, samedi. François Guillot/AFP

Lundi, 26 Novembre, 2018 [Grégory Marin](#)

Alors que le fossé se creuse entre les « premiers de cordée » chouchous du président et les plus modestes, toujours sans interlocuteur malgré la persistance de leur mobilisation et de leurs revendications, l'urgence sociale demeure.

Le gouvernement a beau souligner « un fort affaiblissement de la mobilisation », samedi les gilets jaunes étaient plus de 100 000 (106 301, selon le compte très précis du ministère de l'Intérieur) à manifester dans toute la France. Certes, d'un point de vue arithmétique, on note une déperdition de forces (ils étaient 282 710, selon le ministère, le samedi précédent), mais le territoire reste maillé de jaune encore aujourd'hui. Une présence qui montre combien le mécontentement sur le pouvoir d'achat est fort. Le gouvernement, bien en peine pour répondre à cette question, multiplie les échappatoires.

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, s'appuyant sur des actes et des mots bien réels mais pas structurels du mouvement, a d'abord renvoyé les gilets jaunes à la seule extrême droite. Selon lui, les « séditieux » manifestants parisiens ont « répondu à l'appel de Marine Le Pen » et voulaient « s'en prendre aux institutions ». Un écho du 6 février 1934 (marche des ligues factieuses d'extrême droite sur l'Assemblée nationale) qui passe assez mal... Le président de la République a botté en touche d'une autre manière, en annonçant la création d'un « haut conseil pour le climat » composé

d'experts, selon l'Élysée. Un organisme placé sous l'autorité du premier ministre censé « susciter moins de crispations » sur la « politique énergétique et ses conséquences fiscales », précise le Journal du dimanche. Et qui a l'avantage de contourner les corps intermédiaires, avec lesquels le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, estimait qu'il fallait construire un « pacte social de la conversion écologique ». Le premier ministre l'avait rabroué : ce n'est pas ce que « demandent les gilets jaunes ».

L'exécutif sait, lui, ce que veulent les manifestants : de la « pédagogie ». Ce que va faire, promis, Emmanuel Macron. Nullement en s'adressant aux Français pour détailler des mesures sur la vie chère, mais à huis clos, devant les membres du Conseil national de la transition écologique, avec l'objectif, a-t-il déclaré à la presse, de donner le « cap » de cette transition afin de la rendre « acceptable ». Le fossé se creuse.

<https://www.humanite.fr/pouvoir-dachat-les-gilets-jaunes-ne-retournent-pas-leur-veste-664141>

***) Sncf. La CGT conforte sa place de première organisation syndicale**

Lundi, 26 Novembre, 2018

Marion d'Allard

Les équilibres syndicaux sont inchangés à la SNCF. La CGT reste en tête, en légère baisse, l'Unsa demeure 10 points derrière, SUD rail progresse, tandis que la CFDT dévisse sensiblement. L'abstention, en revanche, gagne du terrain.

Le contexte post-réforme ferroviaire, la mise en œuvre des conseils sociaux et économiques (CSE qui remplaceront à partir du 1er janvier prochain les 31 comités d'entreprise, 300 délégués du personnel et 600 comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la SNCF) et l'introduction, pour la première fois, du vote électronique n'auront finalement pas bouleversé le paysage syndical à la SNCF. Le scrutin, qui appelait au vote quelque 150 000 cheminots, s'est clos jeudi.

Ainsi la CGT conforte-t-elle très largement sa place de première organisation syndicale dans l'entreprise, avec 34,02 % des suffrages (en recul de 0,3 % par rapport à 2015), à plus de 10 points devant l'Unsa, qui conserve sa deuxième place, à 23,96 % (en hausse de 0,1 %). SUD rail, toujours troisième force syndicale de la SNCF, enregistre également un score en hausse à 17,28 % contre 16,83 % en 2015. En revanche, la CFDT dévisse de près d'un point à 14,3 % contre 15,15 % aux dernières élections professionnelles. FO, enfin, ne passe toujours pas la barre des 10 %, qui lui aurait permis d'être représentatif. À 7,63 %, le syndicat s'en éloigne même

franchement, en accusant une baisse de 1,5 % par rapport aux élections de 2015. À noter que la CFE-CGC, alliée pour la première fois à deux syndicats de cadres maison, rentre dans le paysage. Le syndicat catégoriel de l'encadrement obtenant 2,78 % des voix.

Mais c'est surtout la baisse globale de la participation de près de 2 points, à 66,7 % contre 68,65 %, qui interpelle. Un taux « historiquement le plus bas pour des élections professionnelles à la SNCF », souligne SUD rail. Cette baisse de la participation, les syndicats la redoutaient. Elle signe « un échec pour la direction, qui n'a pas atteint ses objectifs », souligne Laurent Brun, le secrétaire général de la CGT cheminots, qui l'explique, en partie, par les nouvelles modalités de vote. « Le vote électronique nécessite l'accès à du matériel informatique, ce qui crée de facto une disparité entre les collèges électoraux », explique Laurent Brun. Ainsi, dans l'encadrement – où le vote a d'ailleurs progressé significativement (+ 2,03 %) – « les agents ont un accès permanent à l'outil numérique, reçoivent directement les relances pour leur rappeler de voter et peuvent le faire instantanément. À l'inverse, les cheminots de l'exécution (où la participation a chuté de 3,67 % – NDLR), qui travaillent sur les voies ou dans les ateliers par exemple, n'ont pas eu la possibilité de voter sur leur lieu de travail ».

UN RESULTAT ELECTORAL SIGNE DU MECONTENTEMENT TOUJOURS PRÉSENT

Pour autant, les modalités de vote n'expliquent pas tout. « Nous faisons aussi face à une forme de fatalisme chez les cheminots, à l'issue d'une grève longue contre la réforme ferroviaire au bout de laquelle nous n'avons pas fait plier le gouvernement », confie Laurent Brun. Reste à savoir, pour la suite, « comment transformer ce fatalisme en un véritable rapport de forces ». Mais quoi qu'il arrive, poursuit le secrétaire général de la CGT cheminots, « au final, c'est un bon résultat, qui prouve que le mécontentement est toujours bien présent ».

De leur côté les syndicats « réformistes » n'ont clairement pas vu leur stratégie sortir gagnante des urnes. Et si l'Unsa se félicite d'un vote de « confiance envers un syndicalisme progressiste et de négociation », la CFDT dénonce la « vitrification du paysage syndical cheminots », prédit « un avenir sombre pour le dialogue social » et craint « l'affrontement stérile ».

Alors que les négociations se poursuivent en interne à la SNCF sur l'accord d'entreprise, comme au niveau de la branche pour dessiner la future convention collective, la direction du groupe public a pris note. « On est dans un statu quo avec les mêmes équilibres de représentation et de force entre les organisations syndicales », a ainsi relevé le directeur des ressources humaines du groupe, Benjamin Raigneau. « La direction s'attendait à ce qu'on perde du terrain, or, sur les 33 CSE, 25 seront désormais dirigés par la CGT », se félicite Laurent Brun, qui y voit un signe positif

pour l'avenir. Certes, « ce gouvernement met la barre du rapport de forces très haut, mais la baisse attendue de la CGT aux élections professionnelles n'a pas eu lieu », conclut Laurent Brun. La CGT cheminots appelle d'ailleurs « d'ores et déjà les cheminots à rester mobilisés ».

Marion d'Allard

<https://www.humanite.fr/sncf-la-cgt-conforte-sa-place-de-premiere-organisation-syndicale-664148>

***) Transports, services publics, emploi, vie agricole. Face à la souffrance du monde rural, quelles réponses ?**

Jeudi, 22 Novembre, 2018

Pierre Chaillan

Avec Jean-Paul Dufrègne, député PCF de l'Allier, Perrine Goulet, députée LaREM de la Nièvre, Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération paysanne et Bertrand Da Pozzo, conseiller départemental Modem de Loire.

Rappel des faits. Sur fond de colère populaire et de fronde des maires et des territoires face à une politique injuste, le débat sur les alternatives prend de l'ampleur.

• LA RURALITE : UNE CHANCE POUR LA FRANCE

Jean-Paul Dufrègne

Député PCF de l'Allier

Qu'il s'exprime par un vote extrême, par l'abstention, par la participation spontanée à des mouvements comme celui des gilets jaunes, le sentiment d'abandon, de relégation ressenti dans le monde rural, les petites et les moyennes villes se renforce dans une France organisée autour de ses métropoles.

Alors quelles réponses pour un monde rural en souffrance mais avec de formidables atouts ? Nous devons être capables de susciter une réflexion et des politiques de moyen et long termes, sur la démocratie locale, les leviers de croissance, les viviers d'emploi, l'environnement, l'agriculture, la culture, l'innovation sociale, l'économie positive, la justice territoriale. Il faut imposer les débats qui contribueront à l'élaboration d'un projet dans lequel nous apporterons une vision et des solutions à une situation particulière.

Il faut imposer notre interprétation des événements et sortir d'une gestion des besoins en fonction des intérêts propres ou au cas par cas selon l'urgence.

Force est de constater que l'immédiateté nuit à l'action, car soit on est autoritaire, soit on est superficiel. La ruralité n'est pas faite de territoires homogènes, même si la volonté est forte de tenter de leur faire partager la même histoire.

Il faut de vraies réponses plutôt qu'un paternalisme infantilisant. On parle des territoires ruraux pour ne parler que de niches, de surcoûts, d'assistanat, comme si la solidarité nationale leur était gracieusement offerte.

Ce que demandent les habitants, c'est de pouvoir peser sur le quotidien, nous devons répondre à l'exigence de proximité de notre société. Arrêter de considérer chaque décision politique imposée comme un problème de morale individuelle. Vue d'en haut, la France à laquelle on supprime les services est dépourvue de légitimité. Que le rapport Spinetta recommande l'usage de la voiture en lieu et place du train dans les territoires ruraux est révélateur. Alors que les métropoles du pays luttent contre l'automobile pour répondre aux enjeux climatiques et de santé publique, les habitants des territoires ruraux se voient dépouiller de leurs lignes ferroviaires, obligés de prendre la voiture et faire plus de trajets du fait de l'éloignement des services.

Il appartient précisément aux pouvoirs publics d'assurer un accès égal de tous à des besoins élémentaires, quel que soit son territoire : transports, services publics, ressources environnementales, accès aux nouvelles technologies et à leurs usages.

Aujourd'hui, les dynamiques actuelles de métropolisation illustrent les demandes légitimes des populations à un meilleur accès aux services et aux biens. La volonté de prise en compte de ces besoins par tous ne doit pas être vécue comme une revendication identitaire, ce qui compte, c'est la capacité de « fixer » les décideurs, de faire changer les grilles de lecture. Nous avons parfois affaire à des dirigeants déconnectés. Les critères de validité sont confiés à des experts, qui ont cessé de voir le monde comme le théâtre de visions différentes. Une seule prédomine aujourd'hui.

L'offensive des représentations sur la métropolisation oblige à y répondre fortement. Il faut une véritable loi d'orientation pour les territoires ruraux. Une loi articulée sur les trois piliers que sont : habiter, travailler et vivre sur un territoire. C'est tout le sens des ateliers que j'organise actuellement sur ma circonscription pour esquisser les contours d'une telle loi, une vision pour de « nouvelles ruralités ».

- **UN CHAMP DE DEVELOPPEMENT**

Perrine Goulet

Députée LaREM de la Nièvre

La moitié des maires n'envisage pas de se représenter en 2020. C'est l'illustration d'un échec, d'une vision défaitiste de nos territoires, d'une énergie perdue à vouloir préserver l'inadapté plutôt que de soutenir la transition. Depuis dix-huit mois, l'action du gouvernement vise à renouer avec nos territoires. Par des actions concrètes mais aussi des outils pour redonner aux collectivités l'envie et la possibilité d'innover pour

ne plus « lutter contre » mais « construire pour ». L'exemple du protocole pour la collectivité d'Alsace répond à ce besoin de construction.

La vision du monde rural repose sur des archétypes faussés, souvent bucoliques, et des clichés répétés à l'envi. Or, depuis 1870, il est en mutation plus que tout autre territoire.

Là où la « paysannerie » représentait 50 % de l'activité aux prémices de la révolution industrielle, elle ne représentait plus, à la fin du XXe siècle que 5 %. Peut-on parler de territoires en souffrance ? Oui et non. Économiquement, administrativement, le monde rural n'a pas les armes pour affronter les grandes mutations. Humainement, le monde rural est plébiscité : 93 % des Français vivant « à la campagne » se disent heureux, 56 % très heureux, selon le rapport de l'association Familles rurales 2018. Dès lors, ce monde au lieu d'être « à la traîne » se révèle un territoire d'opportunités, si tant est qu'il soit porté par des volontés humaines, soutenues par une action politique volontariste et optimiste. Un enjeu d'autant plus important face aux nouvelles mutations à venir, comme la prise de conscience des enjeux environnementaux, mais aussi la métropolisation. La mutation du monde rural ne saurait s'achever par une seule organisation technique du territoire.

Les maires sont des éléments essentiels de l'action de l'État. 70 % des Français se disent attirés par la vie « à la campagne », selon ce même rapport. Parmi les attraits, la qualité de l'environnement illustre l'explosion de conscience liée aux enjeux climatiques et écologiques de ce début de XXIe siècle.

Or, l'action politique s'est montrée déficiente, voire contre-productive. L'inversion de l'exode rural après 1975 a été suivie d'une politique de captation de la part des villes dans les périphéries urbaines : zones commerciales, zones industrielles, mettant elles-mêmes en œuvre, et nous le savons aujourd'hui, le déclin de leurs centres-villes, et donc de leur démographie, et plaçant le monde rural sous une forme de tutelle en le déshabillant des outils et des services.

La loi NOTRe a dessaisi les maires des pouvoirs qui leur permettaient d'entreprendre pour leurs communes et découragé les initiatives, retirant un élément essentiel à l'action de l'État : la connaissance de leurs territoires. C'est l'un des points essentiels de la désaffection pour le mandat de maire.

Il est temps de réorganiser les territoires ruraux distinctement des visions métropolitaines. Les identités sont différentes, les enjeux sont différents, les solutions ne peuvent être strictement les mêmes.

L'objectif du gouvernement actuel, porté par la majorité, est de construire la ruralité de demain : une ruralité qui valorise ses identités propres tout en répondant aux attentes des Français (numérique, accès aux soins, services publics...) mais en restant attentif à son équilibre.

L'action que mène le gouvernement s'appuie sur les éléments de la mondialisation et du progrès technologique : intégrer le monde rural comme une composante essentielle du développement de notre pays. C'est l'objectif d'une couverture numérique intégrale d'ici à 2020, outil essentiel d'innovation pour les territoires. Pour assurer les services équitables, l'État doit rester dans ces territoires mais sous des formes adaptées : les services publics au travers des maisons de service public, l'accès aux soins par le biais des maisons de santé pluridisciplinaires et de la télémédecine, l'économie en venant appuyer le télétravail, mais aussi l'éducation, le tourisme, l'attractivité globale de ces territoires par les dispositifs Cœur de ville, le renforcement des dotations avec une meilleure mise en place de la péréquation, la loi Egalim visant à sauvegarder et développer notre agriculture, l'organisation territoriale avec la réforme du foncier agricole. Le territoire rural, la ruralité et les villes moyennes sont des atouts pour notre économie à condition de les considérer pour ce qu'ils sont : non pas des handicaps, mais un formidable champ d'opportunités, de créativité et de développement pour les hommes et les territoires.

- **LA DETRESSE PAYSANNE**

Laurent Pinatel

Porte-parole de la Confédération paysanne

La souffrance du monde rural est réelle mais ce n'est pas une fatalité ! C'est pourquoi la Confédération paysanne, pleinement consciente de ce terrible sentiment d'abandon, revendique une réelle prise en compte par les pouvoirs publics de ce cri d'alarme. Les paysan-ne-s, souvent, trop souvent, se sentent abandonné-e-s, oublié-e-s de la répartition des richesses créées dans les filières, des politiques d'aménagement des territoires et perdent peu à peu le sens de leur engagement, de leur métier. Par exemple : le rapport de forces permis par la récente loi Egalim entre producteurs, industriels et grande distribution est à notre désavantage, sans conteste. C'est pourquoi nous revendiquons un véritable arbitrage public des relations commerciales pour redonner du revenu aux paysan-ne-s en rééquilibrant ce rapport de forces conduisant au partage de la valeur. C'est le sens de la campagne que nous menons autour du thème « produire pour vivre ».

« Produire », car fondamentalement nous sommes des hommes et des femmes qui produisons et qui voulons vivre de cette production. Nous voulons être rémunérés pour ce que nous produisons à des prix justes, quelles que soient nos filières. Reconquérir du revenu, c'est retrouver de l'autonomie dans son travail, ses pratiques et donc retrouver du sens à notre métier, souvent vécu comme une passion. « Vivre », c'est aussi disposer, à côté de son travail, de temps pour soi, pour sa famille, du temps « libre ». Se défaire de cette image que le paysan qui réussit « c'est celui qui bosse tout

le temps. » Cette vivabilité de notre métier est aussi une condition pour sortir de l'isolement et de la souffrance qu'il procure au quotidien.

Si nous disons à la Confédération paysanne que « trois fermes valent mieux qu'une grande », c'est parce que nous inscrivons nos productions dans un territoire et une campagne que nous voulons vivante, avec des paysans et paysannes nombreux et nombreuses et non quelques centaines de milliers d'agromangers dans des campagnes vides. Comment y parvenir ? En acceptant de déployer des outils permettant la relocalisation de la production et de la transformation. Ce qui, à terme, sera synonyme de création de sens mais aussi d'emplois dans nos territoires. Nous n'avons pas peur de dire que les marchés à l'export sont un mirage qui, depuis la fin des quotas pour prendre l'exemple du lait – soutenu en son temps par la FNSEA –, asservit les producteurs, tirant toujours les prix qui leur sont payés vers le bas. Parler aujourd'hui de « régulation », tout en appelant à plus de compétitivité et d'ouverture à l'export pour l'agro-industrie française, est un double discours insupportable. C'est cela aussi qui désespère le monde agricole.

Redonner du revenu aux paysan-ne-s est aussi une priorité, car c'est ce qui conditionne la réussite de la transformation de notre modèle agricole. Les enjeux environnementaux et phytosanitaires ne pourront être relevés sans que les paysan-ne-s retrouvent leur autonomie, ni sans un réel accompagnement. Les plans Écophyto se sont succédé, montrant l'inefficacité d'une démarche qui refuse de considérer les pesticides de synthèse comme un élément de la compétition acharnée sur les prix, du libre-échange.

Pour répondre à cet enjeu du revenu, il reste à ce gouvernement la possibilité d'agir au travers de la prochaine PAC 2020. À défaut, il restera désespérément sourd à la détresse paysanne. Pas la Confédération paysanne.

- **TRANSFORMONS NOTRE MODELE SOCIAL**

Bertrand Da Pozzo

Conseiller départemental Modem de Loire

Depuis des décennies, notre modèle social est financé par les taxes et autres cotisations prélevées sur les actifs. Elles financent, notamment, les minima sociaux et font fonctionner les services publics. Quand une catégorie est taxée et que la grogne monte un peu trop, les pouvoirs publics donnent une subvention pour essayer d'atténuer la grogne.

Cette logique mène la politique française depuis plus de trente ans. Il est temps de transformer notre modèle social pour une société plus humaine, plus écologique et solidaire.

La France qui a manifesté le 17 novembre, c'est la « France périphérique », pour reprendre le géographe Christophe Guilluy. C'est cette France silencieuse qui n'a pas

d'autre choix que de prendre sa voiture pour aller travailler ou acheter son pain. Les Français veulent bien avoir un comportement plus écologique mais les taxes sur le carburant entament leur pouvoir d'achat.

De plus, ils ont souvent l'impression de ne jamais avoir droit aux aides afin de changer leur véhicule polluant ou leur chaudière au fioul.

Il est difficile de joindre les deux bouts lorsque l'on gagne parfois moins de 1 000 euros par mois. Or, aucun gouvernement n'a jamais osé dire aux Français que la transformation écologique allait changer leurs habitudes durablement. De plus, on ne peut pas vouloir une énergie plus verte par l'éolien ou le solaire sans investir massivement dans ces sources d'énergies.

Les collectivités devraient montrer l'exemple. Mais cela pose tout de même la question de la rentabilité, objectif central du capitalisme.

Ce mouvement interroge sur la concentration des richesses dans les grandes métropoles. Or, il existe des Français qui vivent loin des grandes villes, par choix ou parce que le prix de l'immobilier y est moins élevé.

On supprime des petites lignes de train, ce qui isole encore plus ces territoires alors qu'il faudrait avoir un plan ambitieux de développement des transports en commun. En effet, les Français viennent souvent travailler de plus de 40, 50 ou 60 kilomètres des grands centres urbains.

Christophe Castaner indique que « le message a été entendu » mais il faudra du temps pour retrouver un schéma de développement collectif afin de préserver la cohésion entre les territoires.

<https://www.humanite.fr/transports-services-publics-emploi-vie-agricole-face-la-souffrance-du-monde-rural-quelles-reponses>

***) Deux sociologues dans les beaux quartiers avec les gilets jaunes**

Lundi, 26 Novembre, 2018 [Monique et Michel Pinçon-Charlot](#)

Monique et Michel Pinçon-Charlot ont rejoint les gilets jaunes aux abords des Champs-Élysées. Récit d'une confrontation avec une richesse arrogante.

En ce samedi 24 novembre 2018, nous partons rejoindre le mouvement des gilets jaunes pour nous faire notre propre opinion. Nous pressentons que l'instrumentalisation de l'extrême droite est une manipulation de plus pour discréditer la colère des « gueux », pour reprendre une expression souvent employée par des manifestants qui se sentent dépouillés non seulement financièrement, mais jusque dans leur humanité même. Le mépris et l'arrogance d'Emmanuel Macron reviendront plus souvent dans les témoignages que nous avons recueillis que la hausse des taxes sur le

carburant. Cette hausse est en réalité le déclencheur d'une colère beaucoup plus profonde, qui réunit les hommes et les femmes dans une révolte dont ils savent parler. Ils contestent la légitimité d'Emmanuel Macron à l'Élysée, son élection n'étant que le résultat du pouvoir de l'argent sur le monde politique : « Nous ne sommes pas dans une démocratie mais dans une dictature ! » « Nous allons faire en sorte que Macron ne puisse plus se présenter comme le chef du monde libre et de la démocratie. » « Plus rien n'est cohérent, on ne peut plus faire de projets. » Quant aux violences commises, notamment sur les Champs-Élysées, elles sont « la réponse à la violence de l'oppression que nous subissons chaque jour ».

«C'EST NOUS QUI VOUS ENGRAISSEONS »

Les gilets jaunes choisissent de manifester dans les beaux quartiers, de façon visible, avec ce jaune fluorescent comme symbole de leur chaleureuse détermination à renverser les rapports de forces, puisque « c'est nous qui vous engraissons : rendez-nous notre pognon ! », comme ils l'ont dit aux clients du restaurant de l'Avenue, à l'angle de la rue de Marignan et de l'avenue Montaigne, juste en face de chez Dior. La préfecture de police voulait les cantonner au Champ-de-Mars, qu'ils ont boudé tout au long de la journée au bénéfice des lieux de pouvoir, le plus près possible de l'Élysée. Pour nous deux, la confrontation entre les gilets jaunes et les clients chics de ce restaurant cher du 8e arrondissement a constitué un moment d'observation sociologique exceptionnel. Poussés par les gaz lacrymogènes, les bombes assourdissantes et les canons à eau, nous avons fui par la rue de Marignan avec le slogan repris en chœur : « Macron démission ! » Il est aux environs de 13 heures et la terrasse du restaurant de l'Avenue est pleine à craquer d'hommes et de femmes des beaux quartiers qui portent sur leur corps et leur tenue vestimentaire la douceur et la richesse d'une vie quotidienne embaumée par les pétales de roses. Les gilets jaunes encerclent la terrasse avec leur corps malmené par des conditions de vie difficiles, et ce fameux gilet jaune, symbole du prolétariat et des gagne-petit. Il n'y aura aucune violence physique mais les paroles seront franches dans cette confrontation de classe entre les premiers et les derniers de cordée. « Profitez-en, cela ne va pas durer », « Picolez car vous n'allez pas rire longtemps ! » Les femmes minces et élégantes et leurs maris en costume croisé se lèvent peu à peu pour se réfugier à l'intérieur du restaurant, « Ah bon ! alors on vous dérange ? » demande un gilet jaune. Qu'à cela ne tienne, les manifestants se collent aux baies vitrées et poursuivent leurs invectives de classe : « L'ISF pour les bourgeois ! », « Ils sont en train de bouffer notre pognon ! » C'en est trop, les clients du restaurant ferment alors les rideaux. « Ah ! vous ne voulez plus voir les gueux ? » Ceux-ci se sont peu à peu éloignés pour manifester toujours et encore leur colère.

COLERE DE CLASSE CONTRE ASSURANCE DE CLASSE

Nous avons été frappés par le calme des grands bourgeois et surtout par leur détermination à déjeuner dans ce restaurant, le lieu où ils avaient décidé de retrouver leurs amis et où ils avaient réservé leur table, dans un entre-soi qu'ils savaient au fond d'eux-mêmes garanti par les forces de l'ordre. Au point même que, vers 13 h 30, quelques clients faisaient la queue à l'extérieur en attendant de pouvoir bénéficier d'une table à l'intérieur. Ils ont affiché une assurance de classe qui ne doit pas présenter de faille, tant que leur vie n'est pas en danger.

Nous avons été surpris par la reconnaissance de notre travail sur la violence des riches : « Vous avez mis des mots sur notre souffrance et tout ce que vous dites, c'est la vérité ! », « Vous êtes vraiment nos porte-voix ! » Nous avons fait des selfies, il y a eu des embrassades amicales, nous avons échangé et longuement discuté avec les personnes qui nous ont reconnus et abordés. Avant de partir pour le salon du livre de Radio France à la Maison de la radio dans le 16e arrondissement, nous avons rencontré un militant de la fédération CGT des dockers qui leur a conseillé « de rallier les gilets jaunes pour participer à ce mouvement », en disant qu'il « fallait savoir prendre le train en marche pour l'orienter et le soutenir dans ses aspects de confrontation entre les intérêts du capital et ceux du travail ».

Notre témoignage sûrement incomplet ne se veut pas une analyse péremptoire de ce mouvement des gilets jaunes. Il s'agit plutôt d'attirer l'attention sur les processus de stigmatisation qui ont été mis en œuvre dès le départ afin de masquer une colère de classe en casse séditieuse d'extrême droite. Lorsque nous sommes arrivés à Radio France, la fouille de nos sacs à dos a révélé la présence de nos deux gilets jaunes, dont nous avons dû nous séparer le temps de nos dédicaces mais que nous avons récupérés à la sortie. Nous avons été accueillis par de nouveaux gilets jaunes nous annonçant leur volonté de s'en prendre aux médias publics. Ils avaient le projet d'occuper le lendemain, dimanche 25 novembre, l'esplanade devant France Télévisions.

<https://www.humanite.fr/deux-sociologues-dans-les-beaux-quartiers-avec-les-gilets-jaunes-664163>

***) Violences sexistes. « Pour changer les mentalités, on doit s'emparer de la rue »**

Lundi, 26 Novembre, 2018 [Anastasia Nicolas](#)

Plus de 50 000 personnes ont défilé en France, samedi 24 novembre, contre les violences sexistes et sexuelles. Un an après #MeToo, toutes et tous veulent faire réagir la société, ainsi que le gouvernement.

Le raz-de-marée violet – couleur de ralliement historiquement liée au mouvement des suffragettes – qui a déferlé samedi 24 novembre du palais Garnier à la place de République a couronné de succès la marche contre les violences sexuelles organisée par le collectif citoyen #NousToutes. Selon les organisatrices, près de 30 000 personnes ont battu le pavé à Paris. La préfecture de police abaisse ce chiffre à 12 000, quand elle ne compte que 8 000 gilets jaunes manifestant dans la capitale dans le même temps. Mais, sur l'ensemble du territoire, ils étaient plus de 50 000 à s'être mobilisés pour « provoquer une prise de conscience collective », et réclamer un investissement plus grand de la part de l'État.

« J'avais peur que les gens nous abandonnent pour les gilets jaunes, confie Clara, 39 ans, documentaliste à Paris. Je suis contente de voir qu'il y a autant de monde, autant de mixité et de jeunes pour prendre la rue, car toute la société est à remodeler. Pour changer les mentalités, on doit s'emparer de la rue. » Verena, 22 ans, se réjouit « d'être entourée de gens qui pensent comme nous, que les violences sexuelles et sexistes, ce n'est pas normal ». Sur les pancartes, des jeux de mots comme « Protégeons la forêt et les autres zones humides » ou « Rangez vos érections, on veut l'insurrection » amusent. D'autres, plus graves, ne prêtent plus à sourire. Dans le cortège, plusieurs portent des affiches avec des photos de femmes victimes de féminicides, ou encore des strings sous lesquels il est écrit «#ThisIsNotAConsent » (« Ceci n'est pas un consentement »), en référence à l'acquittement d'un homme, en Irlande, accusé de viol sur mineur. Dans sa plaidoirie, son avocate avait mis en cause la tenue de la jeune fille, qui portait un string ce jour-là.

UN DECALAGE ENTRE LA LOI ET LA REALITE VECUE PAR LES PERSONNES AGRESSEES

Thibault, 18 ans, brandit vigoureusement sa pancarte « Ras le viol ». Comme beaucoup, cet étudiant a le récent verdict du procès Georges Tron en tête. « En France, la justice est contre les femmes. Au lieu d'aider les victimes, on protège les agresseurs. Et ça, c'est inadmissible ! » Pour lui, les mentalités doivent changer en premier lieu pour que la loi évolue. « En tant qu'homme, j'estime qu'on est les premiers concernés. À nous de changer de comportement, de comprendre ce que vivent les femmes. » En tête de file, Christelle, 47 ans, déplore aussi les lacunes du système judiciaire. Victime d'un abus sexuel quand elle était mineure, elle pointe le décalage qui peut exister entre la loi et la réalité vécue par les personnes qui ont subi des agressions. Les délais de prescription en vigueur pour les infractions sexuelles sur mineur ne lui ont pas permis de déposer plainte. « Il faut de longues années avant que certains souvenirs puissent refaire surface. Et, souvent, la justice ne peut pas passer, car les faits sont prescrits. J'espère que la marche donnera de la visibilité à la cause, car rien n'a changé avec ce gouvernement. Je veux que la société et que la justice croient les hommes et

femmes qui ont été victimes. Et que la loi s'applique quand les affaires arrivent devant les tribunaux. »

FEMMES ET HOMMES CONTRE LE PATRIARCAT ET LA CULTURE DU VIOL

Tout autour, un grand nombre de femmes, mais également des hommes, entonnent des chants et slogans contre le patriarcat et la culture du viol, au rythme des percussions et autres notes de musique. Lucie, étudiante bordelaise de 22 ans, s'époumone : « Nous sommes fortes, nous sommes fières, et féministes, et radicales et en colère ! » Elle a tenu à marcher avec le collectif intersectionnel (dénonçant plusieurs formes de discrimination) #NousAussi. Son combat est politique : « Savoir si les évolutions viendront du niveau institutionnel ou de la rue, c'est un grand débat. Mais le système est pourri de l'intérieur, il faut abolir le capitalisme et le patriarcat. C'est un peu utopiste, mais j'y crois quand même. C'est à nous de réussir à changer les mœurs, jour après jour. » Pour Yuri, ingénierie de 47 ans, tous les secteurs doivent être mobilisés sur la question : « Le changement passe par la rue, mais aussi par la famille, le monde du travail, l'État... Il faut que le gouvernement agisse et débloque des fonds, comme ça a été fait dans d'autres pays en Europe. Il y en a assez de vivre dans la peur, nous ne sommes pas des citoyennes de seconde zone ! » Un avis partagé par Madjid Messaoudene, conseiller municipal à Saint-Denis. « Aujourd'hui, l'État n'est pas à la hauteur. Il met 79 millions d'euros sur la table quand il en faut 506 pour accompagner les femmes victimes de violences », selon un rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes rendu public jeudi. « La Maison des femmes à Saint-Denis est saturée. Avec plus de moyens, on pourrait intervenir dans les écoles, sensibiliser dès le CP sur l'égalité filles-garçons, créer plus de place d'hébergement... Il faut que l'État nous entende pour que ces femmes ne restent pas des victimes des traumatismes subis, qu'elles puissent passer à autre chose. »

Anastasia Nicolas

<https://www.humanite.fr/violences-sexistes-pour-changer-les-mentalites-doit-separer-de-la-rue-664151>

***) Un moral d'acier forgé dans le bassin minier**



« Ce parti a un potentiel énorme, incroyable, qu'on sous-estime. Il a un grand rôle à jouer à gauche et en France ». Julien Jaulin/Hanslucas

Lundi, 26 Novembre, 2018 [Aurélien Soucheyre](#)

À 49 ans, l'ancien journaliste Fabien Roussel est devenu le onzième numéro un de l'histoire du Parti communiste français. Retour sur son parcours.

Par où Fabien Roussel est-il passé avant de devenir secrétaire national du PCF ?

Direction Béthune pour la naissance, dans le Pas-de-Calais, en 1969. « J'ai grandi là, du vélo jusqu'à la Mobylette. Au milieu de militants. Mes parents et toutes les tatas et les tontons étaient engagés », raconte-t-il. Maman est employée de banque. Papa élu local PCF puis correspondant au Vietnam pour l'Humanité. « Je l'ai suivi deux ans là-bas vers 14, 15 ans. Un pays magnifique, digne, fraternel, sans haine contre les Français malgré la colonisation. Vivre à l'étranger, ça permet de découvrir d'autres cultures, mais aussi ton propre pays en reflet. »

Fabien rejoint sa mère à Champigny (Val-de-Marne), pour finir le lycée. « Je me suis engagé contre l'apartheid et pour la libération de Mandela, qui n'était pas encore l'icône aimée de tous. Les communistes occupaient de loin les premiers postes dans ce combat. C'est ce qui m'a fait entrer à la JC. » Avec d'autres, il exige le boycott du régime sud-africain. « On a envahi l'ambassade à Paris et le Quai d'Orsay. On s'est fait embarquer une paire de fois. Le maire de Champigny, Jean-Louis Bargero, venait

nous chercher au commissariat ! » À la même époque, il manifeste activement contre les lois Monory et Devaquet. « Et on a gagné ! »

AU PARLEMENT, ROUSSEL SE DEMENE CONTRE LE FLEAU DE L'EVASION FISCALE

La suite ? Le voilà journaliste, souvent à l'étranger. « Puis j'ai eu des jumeaux. Donc là, faut rester à la maison. Je me suis posé à France 3 Nancy. » En 1997, patatras ! Jacques Chirac décide de « dissoudre l'Assemblée nationale ». La gauche plurielle gagne et la sénatrice PCF Michelle Demessine devient secrétaire d'État au Tourisme. Fabien intègre son cabinet. « Il a compté énormément. C'était une pile très mature politiquement », se souvient-elle. L'objectif est de montrer tout ce que peut apporter un ministre communiste, quel que soit le portefeuille. « Fabien a rivalisé d'innovation. Il est toujours positif, dans l'audace et l'ouverture. Il sait entraîner du monde. Notre bilan rayonne encore », apprécie-t-elle. Au rang des conquêtes ? La création du label Tourisme et Handicap, l'extension des chèques vacances aux PME. « Pendant la Coupe du monde 1998, avec les prix bleus, on a convaincu les hôteliers de ne pas faire flamber les tarifs pour que cela reste un rendez-vous populaire. À la fin, le ministère était respecté et son budget avait doublé. »

En 2001, elle redevient sénatrice du Nord. Fabien décide de la suivre dans sa région natale. Secrétaire de section PCF à Lille, il reprend, avec l'accord de Charb, le dessin « Je vote communiste et je t'emmerde » sur l'affiche des cantonales 2004. Un coup de gueule lancé pour « faire réagir et réveiller » contre les fermetures d'usines et les milliers de licenciements, explique-t-il. Il est repéré par Alain Bocquet, alors député maire PCF de Saint-Amand-les-Eaux, qui lui propose de le rejoindre sur ses terres. À la tête de la fédération PCF du Nord en 2010, il est candidat aux régionales de 2015 dans les Hauts-de-France, avant d'être élu député en 2017. « Deux campagnes extraordinaires, qui m'ont forgé. Aux législatives, tout est fait pour qu'on perde : un ex-PCF dissident se présente, un insoumis aussi, le FN a fait 55 % à la présidentielle, et Alain Bocquet n'est plus candidat. C'est passé de justesse », observe Fabien.

Comment ? « C'est un gars énergique, courageux. Il est dans le peuple comme un poisson dans l'eau. Un poisson rouge, évidemment », se félicite Alain Bocquet. En circonscription, son successeur se mobilise pour l'emploi. « Il a été déterminant pour obtenir des réunions à Bercy avec Bruno Le Maire. C'est notre porte-parole », mesure Nacim Bardi, de la CGT Ascoval. « Il vient lui-même aux nouvelles avant qu'on l'appelle. Il pousse les dossiers », pointe Vincent Jozwiak, délégué FO Alstom.

Au Parlement, Roussel se démène contre le fléau de l'évasion fiscale. Fin 2017, il raconte en plein hémicycle avoir créé une entreprise offshore en « deux minutes et quelques clics », mise au nom du ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, pour dénoncer la passivité du gouvernement. « On perd 100 milliards d'euros par an

comme ça. C'est ça qui détruit notre modèle social et nos services publics », s'indigne l'élu.

« UN ETRE PETILLANT, QUI A LE SENS DE LA FORMULE, ET PLUSIEURS ATOUTS FACE AU DEFI ENORME QUI L'ATTEND »

« Il y a toujours du fond quand il intervient. Il est très chaleureux, drôle et pertinent. C'est un malin ! » note la présidente du groupe PS Valérie Rabault. « Je me souviens de notre serment de la salle Lamartine pour faire sauter le verrou de Bercy en restant soudés au-delà des couleurs politiques », ajoute le centriste Charles de Courson, lui aussi membre de la commission des Finances. Tout comme l'insoumis Éric Coquerel : « Je l'imaginais froid et fermé, j'ai découvert quelqu'un de chaleureux et d'ouvert. » Assis à ses côtés à l'Assemblée, le député PCF Stéphane Peu salue « un être pétillant, qui a le sens de la formule, et plusieurs atouts face au défi énorme qui l'attend : rassembler les communistes et leur redonner la pêche ». « Ce n'était pas du tout un plan de devenir secrétaire national. À force d'être sollicité dans l'optique du congrès, je me suis dit que je ne pouvais pas dire non. Ce parti a un potentiel énorme, incroyable, qu'on sous-estime. Il a un grand rôle à jouer à gauche et en France. S'il remet les pieds dans la glaise, renoue partout avec les gens en partant de leurs problèmes et en exposant ses propositions, il peut convaincre et se relancer », développe aujourd'hui le nouveau numéro un du PCF.

<https://www.humanite.fr/un-moral-dacier-forge-dans-le-bassin-minier-664138>

*) Élections européennes : passer de la colère au succès

Lundi, 26 Novembre, 2018 [Lionel Venturini](#)

Désormais « tête de liste de rassemblement pour les élections européennes », le communiste Ian Brossat veut impulser pour le scrutin du 26 mai 2019 une liste qui fera une large part au monde du travail.

« On y va, les camarades ! » Les derniers mots devant le congrès des communistes de celui qui est désormais « tête de liste de rassemblement pour les élections européennes » sont lancés avec conviction. Ian Brossat, prenant la parole en fin de congrès, veut pour les élections du 26 mai 2019 mobiliser les « 50 000 militants, les 7 000 élus » du PCF. Avec une liste encore à construire, mais qui prend corps peu à peu. Hier à Ivry, les eurodéputés Patrick Le Hyaric et Marie-Pierre Vieu accompagnaient Ian Brossat, ainsi que deux ouvriers. Franck Sailliot, qui a mené avec ses camarades d'Arjowiggins une lutte de quatre ans pour la reprise de la papeterie de

Wizernes. Et Marie-Hélène Bourlard, popularisée par le film Merci Patron !, qui a affronté les actionnaires de LVMH, et serait en cas d'élection « la première femme ouvrière à entrer au Parlement européen, souligne Ian Brossat. Parce que la liste qui sera présentée aux électeurs le 26 mai 2019 sera avant tout « la liste du monde du travail », promet encore le candidat.

« C'EST AUJOURD'HUI UNE REVOLTE QUI GRONDE, QUI S'ORGANISE »

Une liste qui se veut ancrée dans le réel ; en préambule, le candidat a lu des extraits de messages reçus récemment, tandis que la mobilisation des gilets jaunes perdure. « La hausse des carburants, m'a confié une femme rencontrée dans le Nord, fait qu'elle s'interroge : je ne sais même pas si je pourrai offrir un cadeau à Noël à ma fille. » Comment « le gouvernement peut-il culpabiliser les plus modestes, qui en plus d'avoir du mal à joindre les deux bouts, sont désignés désormais comme des pollueurs à montrer du doigt » ? « Nous partageons cette colère, elle était diffuse, c'est aujourd'hui une révolte qui gronde, qui s'organise », dit le candidat, au lendemain du vote d'une motion de soutien au « mouvement contre la vie chère et l'injustice sociale et fiscale ». **« AVEC LE BREXIT ON SORT DE L'UE, ON NE SORT PAS DU CAPITALISME »**

Pour Ian Brossat, Emmanuel Macron, en ramenant l'élection à une opposition, piégée, entre populistes et partisans de l'Europe, voudrait passer à côté de la question du travail ou de la vie chère. « Cela sera au contraire au cœur de notre campagne, car cela a tout à voir avec l'élection à venir », objecte Ian Brossat. La suppression de l'impôt sur la fortune, que beaucoup de gilets jaunes veulent rétablir, « c'est en moyenne un cadeau de 33 euros par jour » fait à ceux qui payaient cet impôt avant qu'Emmanuel Macron ne le remplace par un prélèvement beaucoup plus indolore. Les politiques européennes d'austérité qui accompagnent l'allégement de l'impôt des plus riches et « empêchent de vivre correctement », les « logiques absurdes » qui font que les futures rames Alstom du RER francilien ne seront qu'assemblées à Valenciennes, quand la fabrication se fera en Pologne et en République tchèque, c'est cette Europe-là que le candidat veut mettre en échec. À ceux parmi les communistes qui, lors du congrès, ont défendu une sortie de l'Union européenne, l'eurodéputée Marie-Pierre Vieu a répondu un peu plus tôt : « Sortir de l'UE, ça donne le Brexit : on sort de l'union économique, on ne sort pas du capitalisme. » À qui doutait également du Parlement, Ian Brossat rappelle la récente mise en échec de la Commission sur le « paquet mobilité », une directive qui s'en prenait notamment au temps de repos des chauffeurs routiers. « Porter la colère et remporter des victoires », résumait, au chapitre « Une autre construction européenne », le texte mis en discussion devant les communistes. « On y va, les camarades, en campagne ! » ajoute désormais leur tête de liste.

<https://www.humanite.fr/elections-europeennes-passenger-de-la-colere-au-succes-664137>

***) Un nouveau logo pour le PCF**



Samedi, 24 Novembre, 2018 **Julia Hamlaoui**

Une étoile, un bourgeon, des cerises, la France, un humain... un symbole tout-en-un pour renouveler l'image du PCF.

En quête d'un regain de visibilité, le PCF a présenté vendredi soir son nouveau logo lors de la première journée de son 38e congrès qui se tient jusqu'à dimanche dans le Val-de-Marne. Tout un symbole, selon le sénateur Fabien Gay chargé de présenter le « le fruit d'un long travail entamé il y a un an ». « Certains y verront l'étoile de notre idéal, d'autres une France ouverte sur le monde, accueillante envers les réfugiés qui fuient la guerre et la misère. D'autres un bourgeon qui montre que le communisme est une idée neuve mais aussi notre combat écologique, d'autres encore un point levé et même les cerises de la commune. Certains y verront enfin un humain debout, fier, les bras ouverts, fraternel pour symboliser notre signature : l'humain d'abord », décrit le jeune élu avant de conclure : « ce logo c'est tout ça à la fois, c'est ça le Parti communiste français ». L'équipe de communication, dirigée par Julia Castanier, pour concevoir ce logo a « interrogé hors (des) murs » du PCF sur ce qui lui fait défaut. « Le PCF ne souffre pas d'une faiblesse de notoriété mais là où ça devient plus complexe c'est lorsqu'on interroge sur notre image. On nous dit pas assez fort, pas assez identifiable, pas assez visible et

surtout pas assez moderne », analyse Fabien Gay. « Nous sommes tous convaincus de la modernité de notre combat, de la modernité du communisme, de son urgence même face à cette crise qui broie l'humain et détruit notre planète alors il n'appartient qu'à nous d'en faire la démonstration », poursuit-il. D'où l'ambition d'être raccord niveau communication. Alors que la disparition de la faucille et du marteau avait suscité de nombreux débats au sein du PCF, « aujourd'hui nous sommes prêts, ajoute le sénateur de Seine-Saint-Denis, car tout nous invite à nous réinventer dans cette période où le paysage politique a été bouleversé, où la droite gouvernementale frappe les familles populaires et les classes moyennes et cajolent les ultra riches ».

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/un-nouveau-logo-pour-le-pcf-664114>

***Nicolas Hulot veut disrupter les critères de Maastricht pour sauver la planète**

Vendredi, 23 Novembre, 2018

Pierre Duquesne

Le mouvement des gilets jaunes était "évitable" a expliqué l'ex-ministre de la Transition écologique qui est sorti de son silence sur France 2, jeudi soir, trois mois après sa démission. Il a fustigé le gouvernement qui n'avait pas retenu ses suggestions pour prendre des mesures plus importantes pour l'accompagnement social de la transition écologique.

Lea Salamé n'a pas fait de video pour commenter le retour sur la scène médiatique de Nicolas Hulot. L'ex-ministre de la Transition écologique n'a pas annoncé, en direct, sa préférence pour les prochaines européennes. Il ne soutiendra aucune liste aux élections du printemps 2019, se disant "disponible (pour agir) mais pas dans le champ politique traditionnel". Certains cadors de la macronie ont dû souffler, eux qui redoutent un important score des listes écolos aux européennes, à l'image des récents résultats en Allemagne. Leur soulagement a toutefois été de courte durée. Car Nicolas Hulot, qui n'a rien perdu de sa popularité - l'ex-animateur d'*Ushuaïa* a réuni 14,9% de part d'audience, soit 3,2 millions de téléspectateurs – a réitéré ses critiques sur le fond de la politique de l'exécutif.

Lors d'une séquence tournée à Chamonix, où il s'est rendu pour révéler l'ampleur de la catastrophe environnementale, il a émis une lourde critique de la vision d'Emmanuel Macron sur ce sujet :

« Je pense qu'on ne mesurait pas la même gravité. On n'avait pas le même diagnostic sur l'état de la planète et sur les menaces qui pèsent sur l'humanité. A partir du

moment où l'on n'a pas le même diagnostic, on n'a pas le même traitement. Si on vous dit que vous avez une bronchite ou que vous avez un cancer généralisé, ce n'est pas la même chose."

Quant au mouvement des gilets jaunes, il n'a pas exprimé une once de compassion avec le pouvoir. Des éléments de langage, diffusés toute la semaine par la République en marche, avaient pourtant martelé que Nicolas Hulot avait été le principal promoteur de l'augmentation de la taxe carbone. Là encore, ce fut un cinglant désaveu pour le gouvernement. S'il « assume » la taxe carbone, il estime que le mouvement des gilets jaunes était « évitable ».

« MA VOLONTE ETAIT DE RECONCLIER L'ECOLOGIE ET LE SOCIAL»

« La France se serait bien passée de cette confrontation, poursuit Nicolas Hulot, alors que ma volonté à moi, c'était effectivement de réconcilier l'écologie et le social. On n'y est pas parvenu.» Cette figure de l'écologie enfonce le clou. « Je me suis battu les semaines qui ont précédé mon départ pour que l'on change d'échelle sur l'accompagnement social de la transition énergétique et écologique, avec des propositions concrètes. Je n'ai pas été entendu. On m'a opposé des raisons budgétaires.» Sur les 15 milliards dégagés par cette taxe, il déplore que l'exécutif n'a même pas réussi à dégager 10 % pour l'accompagnement social. Il pointe aussi la réduction des aides pour rénover les bâtiments et les passoires thermiques.

Nicolas Hulot a dénoncé, à sa manière, l'injustice sociale et fiscale en plaident pour la solidarité. Mais «la solidarité, précise-t-il, ça ne marche pas dans un monde où la plupart de l'argent qui circule ne participe pas à la solidarité et où 1% [de la population] concentre 93% des richesses de la planète, où la tyrannie de la finance accapare l'ensemble des biens communs." Ce faisant, il s'inscrit dans le concert des critiques venues de la gauche toute cette semaine pour dénoncer l'injustice sociale et fiscale qui fait rage notre pays.

Il ne s'est pas arrêté en bon chemin. « C'est un plan Marshall qu'il faut faire » et engager 1000 milliards, au niveau européen, pour engager modifier la consommation énergétique et engager la transition écologique. « L'Europe peut le faire», insiste, avec persuasion, l'ex-ministre. Puis il met sur la table une proposition politique très forte. « Il faut sortir des critères de Maastricht les investissement pour l'efficacité énergétique et pour le développement des énergies renouvelables.»

REPRENDRE SON ROLE D'INFLUENCEUR POLITIQUE « HORS DU CHAMP POLITIQUE TRADITIONNEL ».

« On n'est pas assez disruptifs », raille même l'ex-ministre. « Pour sauver l'humanité et la planète, on n'ose même pas imaginer ce que l'on a fait pour sauver les banques en 2008. En trois ans, on avait alors investi 2500 milliards d'euros, dont une partie a

plutôt servi à la spéculation. Cet argent là pourrait servir non pas à dépenser, mais à économiser durablement. Quand vous isolez un logement social, vous divisez par quatre la facture de chauffage et d'électricité des personnes qui y vivent. Là vous les protégez, quoiqu'il se passe avec le pétrole... »

Un moment de grâce dans lequel il a une nouvelle fois torpillé les politiques libérales menées à l'Elysée et au niveau européen. Nicolas Hulot, qui avait enfilé jeudi soir un gilet vert et rouge, est prêt, manifestement, à reprendre son rôle d'influenceur politique « hors du champ politique traditionnel ».

<https://www.humanite.fr/nicolas-hulot-veut-disrupter-les-criteres-de-maastricht-pour-sauver-la-planete-664111>

***) Pierre Laurent : « Je crois plus à la dignité de la politique qu'à la politique du spectacle »**

Vendredi, 23 Novembre, 2018

Maud Vergnol

Depuis vendredi matin, quelque 800 communistes sont réunis à Ivry sur Seine pour leur 38^e congrès. Pierre Laurent, secrétaire national sortant, qui devrait être remplacé dimanche par le député du Nord Fabien Roussel, a ouvert les débats avec un discours très personnel.

Les communistes voulaient un congrès extraordinaire. Ils l'ont. « *Pas seulement parce qu'en juin 2017, quand j'en ai fait la proposition, je souhaitais que notre calendrier ordinaire soit bousculé* » a rappelé d'emblée Pierre Laurent. « *Extraordinaire, parce que les évolutions du monde et de l'Europe le sont chaque jour un peu plus.*

Extraordinaire, parce que l'élection d'Emmanuel Macron accélérerait subitement une recomposition politique. Extraordinaire parce que l'amère frustration laissée par la campagne présidentielle chez les communistes, risquait d'handicaper notre capacité à faire face de manière offensive », a relevé le secrétaire national sortant. « *La planète brûle, le GIEC tire toutes les sonnettes d'alarme, les peuples souffrent, le capital multinational se gave, les GAFAM veulent diriger le monde, nous dicter nos vies, contrôler nos données. La paix n'est plus un acquis mais une urgence. Le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et l'exclusion se banalisent à nouveau* », a lancé le sénateur de Paris, inquiet de l'« incessant chaos politique ». Car « *la dignité humaine est bafouée, du berceau au cimetière, de l'école à l'hôpital, rien de ce qui fait la vie*

n'est censé échapper au diktat de la finance ». En écho aux débats qui ont agité le PCF ces dernières semaines sur le texte d'orientation qui sera voté ce week-end, Pierre Laurent a dessiné sa vision du rôle qu'il voudrait voir jouer au PCF. Face aux colères qui explosent, comme ce sera encore le cas avec les gilets jaunes ce week-end, Pierre Laurent défend « *une force qui contribue par sa proximité, son sens populaire, ses propositions, son attitude, ses actes, son savoir-faire rassembleur à faire pencher la bascule du côté de la démocratie et de la solidarité, plutôt que de la violence et de la division, comme sait si bien le faire l'extrême-droite* ». Le secrétaire national a aussi salué le travail effectué par les militants communistes et les multiples batailles animées sur tout le territoire, du tour de France des hôpitaux, à la campagne au sein de l'appel de Grigny pour des mesures d'urgence pour les quartiers populaires. « *Dans toutes les batailles, a insisté Pierre Laurent, nous sommes confrontés à ce défi politique : Comment transformer la défiance, la colère, l'exaspération grandissantes en une exigence de changements politiques ?* ». « *Tel que nous le concevons, le communisme est une immense mise en mouvement de la démocratie*, a-t-il précisé. *Le communisme est pour nous le mouvement de cette émancipation, un mouvement de conquêtes démocratiques, un processus de mise en commun des capacités humaines et des ressources naturelles démocratiquement décidée, progressivement construite, fraternellement consentie et sans cesse renouvelée* ».

Pour apporter sa pierre aux débats du week-end, le sénateur de Paris a précisé sa vision d'un communisme dont « *la visée touche donc à l'extension continue de ces potentiels d'émancipation, pour les droits humains, pour la mise en commun d'un progrès social, humain, solidaire, écologique pour tous, pour la liberté féministe, le refus de tout racisme, la maîtrise partagée des richesses, des pouvoirs et des savoirs et le droit à la paix* ». Sur les stratégies politiques du PCF, qui ont été au cœur des désaccords lors de la préparation du congrès, beaucoup de militants critiquant notamment le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017, Pierre Laurent a rappelé que « *le rassemblement est la marque indélébile du mouvement communiste. Notre effort de rassemblement concerne à tout moment, et les forces politiques, et tout le corps social, intellectuel citoyen, sociétal* ». Sur la campagne européenne, et le travail mené par le chef de file Ian Brossat, Pierre Laurent a salué une démarche « *conquérante et rassembleuse* », apte à ne pas « *laisser le destin de l'Europe se jouer entre les forces libérales et les forces nationalistes et xénophobes* ». **PIERRE LAURENT EST REVENU SUR SES 8 ANS A LA TETE DU PCF**

Enfin, le secrétaire national sortant a abordé sa succession à la tête du PCF, après avoir renoncé à se représenter pour permettre l'unité des communistes, dont une partie demandait un renouvellement profond de sa direction. « *Nous allons élire un nouveau*

secrétaire national, Fabien Roussel. Fabien aura tout mon soutien pour réussir. Nous ne voulons ni d'une direction qui refait le match en permanence, ni d'une direction godillot. Nous voulons une direction de tout le parti, avec tout le monde pour être unis et inventifs dans les batailles à venir », a-t-il lancé sous les applaudissements.

« Le renouvellement est un bon signal que nous envoyons, conforme à ce que nous voulons faire pour notre parti. Et ce signal est d'autant plus fort qu'« il s'accompagne du rassemblement de nos forces auquel j'entends pleinement contribuer » a précisé celui qui devrait devenir président du conseil national. « *Oui, mesdames et messieurs les journalistes, mesdames et messieurs les commentateurs de la vie politique, nous ne sommes pas un parti comme les autres*, a-t-il raillé. *Le débat chez nous n'est pas une guerre de chefs, les egos ne devancent pas l'intérêt général* ». Puis, avec beaucoup d'émotion, le sénateur de Paris a évoqué sur un ton beaucoup plus personnel son expérience à la tête du PCF depuis 8 ans, remerciant les militants pour « *tout ce qu'ils lui ont apporté* ». « *Je l'ai fait avec la passion du débat, du raisonnement, de la confrontation des idées, dans le respect et l'écoute des autres. Je me suis plu à rester moi-même quand les médias voudraient tant nous formater et formater la politique* », a confié Pierre Laurent, précisant, « *C'est vrai, je crois plus à la dignité de la politique qu'à la politique du spectacle, et ce fut parfois un de mes talons d'Achille* ». Et de conclure, sous un tonnerre d'applaudissements : « *Je serai là demain aux côtés de Fabien et de vous tous, la sincérité de mon engagement, de notre engagement intacte. Et face au cynisme des puissants, c'est là notre force. Ne l'oublions jamais.* »

<https://www.humanite.fr/pierre-laurent-je-crois-plus-la-dignite-de-la-politique-qua-la-politique-du-spectacle-664109>

***) Après le 17 novembre. Qu'exprime vraiment le mouvement des gilets jaunes ?**

Mardi, 20 Novembre, 2018

Pierre Chaillan

Avec Roger Martelli, historien, directeur de publication de *Regards*, Alain Obadia, président de la Fondation Gabriel-Péri et Willy Pelletier, coordinateur général de la Fondation Copernic.

Rappel des faits. Relayé à partir des réseaux sociaux, l'appel à des milliers de blocages sur l'ensemble du territoire national s'est traduit sur le terrain depuis samedi.

- NE PAS SE LAISSER ALLER AUX DANGEREUSES ILLUSIONS « POPULISTES » PAR ROGER MARTELLI, HISTORIEN, DIRECTEUR DE PUBLICATION DE *REGARDS*



Le mouvement des gilets jaunes est un de ces phénomènes déroutants qui, comme les « bonnets rouges » hier, disent l’existence d’un vide sans dessiner l’image claire d’un plein. Si ce déséquilibre persiste, le pire est envisageable et l’Europe ne manque pas d’exemples en ce sens. Mais doit-on se résigner ?

L’action menée ce week-end dit à la fois l’exaspération de la France modeste, que la politique salariale et fiscale du gouvernement désespère, et l’insuffisance des réponses apportées en politique, à droite comme à gauche. Est-ce un exemple d’auto-organisation populaire innovante ? Techniquement oui, dans l’esprit de ce que l’on constate partout, avec la force mobilisatrice des réseaux sociaux. Mais, sur le fond, le mouvement reste sur un registre qui le rapproche de la jacquerie antifiscale.

La critique de l’impôt a toujours puissamment cristallisé le mal-être social, tout en se révélant un facteur ambigu. Elle peut ouvrir sur l’aspiration à l’égalité ou s’en prendre aux boucs émissaires, profiteurs, fainéants, chômeurs, étrangers. L’extrême droite a ainsi fait de « l’antifiscalisme » son cheval de bataille historique. Elle n’attise pas la colère sociale, mais cultive le ressentiment. Elle se garde de parler d’égalité, de service public, de protection sociale. Elle n’a jamais aimé les mouvements sociaux ; elle a toujours préféré la jacquerie.

La jacquerie n’a jamais été univoque. Dans le passé, elle a nourri aussi bien la révolution que son contraire. En elle-même, elle ne se confond pas avec un mouvement transformateur. Celui-ci suppose que s’installe le sentiment que la cause des maux est dans une logique sociale qui sépare exploitants et exploités, dominants et dominés, peuple et élites. La contestation fiscale touche aux lisières de cette conscience ; elle n’en est pas le cœur.

Face à un tel mouvement, que faire ? Mépriser ou cajoler ? Accompagner ou rejeter ? Pour ma part, je préfère une autre attitude. Le mouvement dit l’état inquiétant de notre société : il ne faut pas le rejeter. Il se dit apolitique : mieux vaut le prendre au mot. Il est le mouvement d’une cause : elle ne mérite pas le dédain. Mais si l’impulsion donnée le 17 a montré son dynamisme, elle n’a pas mobilisé l’ensemble des forces sans lesquelles aucune avancée durable n’est possible.

En dehors des manifestants, beaucoup ne se contentent pas d’une seule cause, ne voient pas dans la baisse du coût des carburants un pivot de la transition écologique, ne veulent surtout pas séparer la justice sociale et fiscale, la cause écologiste et l’exigence

démocratique. Ce sont des syndicalistes, des militants associatifs ou politiques, des citoyens. Ils ont été déçus, au fil des décennies, par les gouvernants en place et par la gauche. Ils ne se reconnaissent pas pour autant dans les gilets jaunes.

Si ces forces en attente restaient sur le bord du chemin, coincées entre Macron et Le Pen, la jacquerie se ferait contre-révolution. Le peuple s'imposera comme acteur politique s'il est rassemblé dans toutes ses composantes, matérielles comme symboliques, et s'il s'appuie sur l'espérance d'une société d'égalité, de citoyenneté et de solidarité. Nous n'en sommes pas là ? Difficile de dire le contraire. Raison de plus pour ne pas lâcher la proie pour l'ombre, pour ne pas se laisser aller aux dangereuses illusions « populistes », pour n'abandonner personne en route. Notre démocratie est à ce prix.

- **UN VASTE DEBAT NATIONAL SUR DES SOLUTIONS ALTERNATIVES PAR ALAIN OBADIA, PRESIDENT DE LA FONDATION GABRIEL-PERI**



Oui, le mouvement des gilets jaunes est complexe. Non, aucune tentative de le faire entrer dans une grille de lecture unique et simplifiée ne pourra aider à comprendre ce qu'il exprime. Nous ne pouvons donc pas faire l'économie d'en examiner ses différentes dimensions.

En premier lieu, il manifeste un mécontentement profond et une colère à tous égards légitimes. Le déclencheur en est l'augmentation des taxes sur le carburant. Mais celle-ci est d'abord ressentie comme une nouvelle agression contre le pouvoir d'achat par des millions de gens qui, en zones rurales ou périurbaines, sont obligés d'utiliser leurs véhicules ; sans autre choix. Pouvoir d'achat, le mot est lâché. Par beaucoup d'aspects ce qui s'exprime est une protestation et un cri d'alarme de salarié·es ou de retraité·es qui doivent constamment se serrer la ceinture, qui vivent les bas salaires et les pensions amputées et qui n'en peuvent plus !

En second lieu, c'est un rejet du mépris. Du mépris d'un pouvoir qui ne veut rien voir de leurs difficultés et qui trace sa route au service des riches et des actionnaires. Du mépris aussi, il faut le dire, de certaines catégories d'urbains qui ne comprennent pas leur vraie vie. Nous sommes partie prenante, je suis partie prenante, de cette protestation sociale !

Troisième point, ce mouvement n'est-il pas une négation des efforts nécessaires pour la transition écologique ? L'interrogation est, elle aussi, légitime car la transition écologique est un impératif absolu. Sauf que par sa conception même cette transition doit toujours impliquer dans un même mouvement l'écologique, le social et la démocratie. L'approche du pouvoir est aux antipodes de cette démarche. L'idée d'un

moratoire concernant la hausse des taxes sur les carburants est juste. Il faut un vaste débat national sur des solutions alternatives.

Quatrième aspect : ce conflit est problématique, car il est en réalité manipulé par l'extrême droite. Il est, bien sûr, exact que le Rassemblement (ex-Front) national (RN), Debout la France et d'autres organisations de cette mouvance tentent depuis l'origine d'instrumentaliser la mobilisation citoyenne. De surcroît, comme l'indiquait à juste titre la CGT, le patronat du transport routier pousse aux blocages. Les intentions de tous ces gens sont de dévoyer le mouvement. D'où la nécessité de contribuer à ce que ce dernier soit vigilant quant à ses formes d'action et à ses mots d'ordre. D'où la nécessité de contribuer, par la discussion, la proposition, la conviction à ce que les liens soient établis entre les attaques contre le pouvoir d'achat par le biais du carburant et les questions des salaires, des cadeaux fiscaux consentis au capital, et plus généralement des politiques d'austérité.

- **« C'EST LES GENS DU PEUPLE QUI SONT LA » PAR WILLY PELLETIER, COORDINATEUR GENERAL DE LA FONDATION COPERNIC**



J'étais gilet jaune, nationale 2. Des heures, un peu la nuit, il faisait froid, tous ensemble, dans le mélange, le partage, des sandwichs saucisson, du couscous, des thés, Ricard, cubis de rosé. Nassim a amené des loukoums. Avant, on se connaissait pas, maintenant oui. Avant, on votait pas pareil, à l'opposé même, maintenant au moins, on est d'accord sur ce qui nous fout tous dans la merde, les patrons, les gros patrons, la finance, Macron qui les sert, nous vole, nous méprise, nous connaît même pas, et les DRH qui licencient. Avant, on se parlait pas, là on va se revoir. Bruno doit prêter son motoculteur à Éric, et après à Alfonso ; Mireille, Corinne, Robert, Samia, ont rendez-vous avec Hairati, pour qu'elle leur explique des trucs d'ordinateur. Ici, dans l'Aisne, il n'y a plus ni poste, ni médecin, ni bistrots, ni magasins, les classes de primaire ferment. Les sociétés de chasse, les fanfares, les clubs de sport peinent à survivre. Au judo, la cotisation est de 20 euros, un tiers des parents demandent à payer en trois fois. Les « entre-soi » ruraux s'effondrent et avec eux l'estime de soi qu'ils généraient. On vivait côte-à-côte, repliés sur nous-mêmes. C'était chacun seul, chacun pour soi, « chacun sa merde », un sauve-qui-peut général doublé d'un sentiment d'impuissance. Ici, les plus proches sont fantasmés menaces. Maintenant, c'est plus pareil. Et on veut continuer. De toute façon, gilets jaunes ou autrement, on commence à être un groupe, un groupe populaire, on s'est dit qu'on se soutiendrait, et qu'on soutiendrait tous les gens qui galèrent dans le Soissonnais. On va voir comment faire.

Je n'oublierai pas Julien, qui bosse vers Paris et se tape 20 minutes de voiture matin et soir, pour prendre des trains toujours plus rares, pas chauffés. Il disait : « La bagnole, j'm'en fous, la mienne c'est pas un coupé sport, la bagnole c'est juste que je fais comment sans, Coralie a pas été reprise en CDD, sur le fric on est au taquet, le 12 du mois, plus un kopeck, on se prive sur tout, ça peut pas durer qu'on nous casse partout. » Julien a voté Voynet, Hamon. J'oublierai pas Jean-Pierre, 76 ans, au boulot à 16 ans, les champs puis l'usine. Il disait : « Avec Nicole, les retraites, c'était déjà que dalle, là Macron, il nous pompe le noyau, il sait pas qu'on a la pêche, on fait quoi, on peut plus prendre la voiture pour s'occuper des gamines de notre fille, alors elle va bosser comment ? » Il disait : « Faut l'ouvrir, on l'a fermé trop. » J'oublie pas Yasmina, j'oublie pas Mathieu, étudiants à l'IUT, les premiers dans leur famille à avoir le bac. Elle disait : « Déjà que je bosse à Cora pour aider mes parents, avec 50 km par jour pour aller à l'IUT, comment je paye plus cher l'essence, là ça fait deux semaines que je peux plus aller voir mon copain qu'est à Lille. » J'oublie pas Marc, plombier, la première fois qu'il manifeste. Il disait : « J'ai la rage contre tous les politiques, la rage comme un piment dans le petit déj, c'est pas nous qui polluons tout, nous on va pas à New York en jet. »

On s'oubliera pas. On s'oubliera plus. On n'oubliera pas qui veut nous séparer, nous monter les uns contre les autres, alors qu'on est exploités pareil. Pour les mêmes causes, les mêmes coffres-forts, qui déjà débordent. J'oublie pas Sylvain, licencié de Wolber, l'usine à pneus qui mit 1 000 personnes à la rue, syndiqué CGT. Il m'a dit : « C'est les gens du peuple qui sont là, trois coups comme ça et le drapeau rouge, je le sors, il est au coffre de la Clio depuis trop de temps ! »

<https://www.humanite.fr/apres-le-17-novembre-quexprime-vraiment-le-mouvement-des-gilets-jaunes-663833>

*)**« Ce siècle a besoin des idées communistes »**

Vendredi, 23 Novembre, 2018

Jean Paul Pierot et Maud Vergnol

La conscience que le capitalisme mène à l'impasse grandit partout dans le monde. Tout appelle à son dépassement, et pourtant, les idées communistes restent minoritaires. C'est sur ce paradoxe que les congressistes vont devoir plancher ce week-end.

La France vit une situation paradoxale. Les communistes aussi. Jamais jusqu'à aujourd'hui, les politiques néolibérales, conduites successivement par la droite, par le PS, et actuellement par l'avatar macronien « et de droite et de gauche » (sic) n'ont engendré autant d'inégalités, de précarité, d'exclusion. Jamais elles n'ont suscité un tel

rejet. Les derniers présidents se sont concurrencés en records d'impopularité, et l'actuel locataire de l'Élysée est en passe de les battre. Les mouvements sociaux se multiplient, la colère grandit, comme le démontre ces jours-ci le mouvement composite des gilets jaunes. Une puissante mobilisation contre « la vie chère » est en train d'embraser l'île de La Réunion. D'autres suivront.

Et pourtant, les idées communistes, qui ont écrit les plus belles heures de l'histoire sociale du pays et qui offrent une alternative à ce système dévastateur, peinent à s'imposer dans le débat public. Une aubaine pour l'extrême droite, qui ramasse sans grands efforts, d'élection en élection, le désespoir d'une grande partie des citoyens. « Nous nous trouvons dans une situation paradoxale, celle de l'urgence du communisme et d'un affaiblissement de son aura dans la société », résume autrement Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de la revue *Cause commune*. « C'est la grande question à laquelle doit s'atteler le congrès, d'un communisme de nouvelle génération apte à réinventer son projet, sa démarche, ses pratiques et son organisation », estime ce dirigeant du PCF, qui avait animé la rédaction du texte de base commune proposé par le conseil national, intitulé « Le communisme est la question du XXIe siècle ». Une analyse partagée par la philosophe Isabelle Garo : « À l'heure où le capitalisme nous emmène dans une course folle combinant l'explosion des inégalités et la dévastation de la nature, le communisme est le nom d'un avenir humain possible. » « Ce siècle a besoin des idées communistes, avance également le philosophe Yvon Quiniou. Les conditions sociales sont là, mais nous souffrons d'une carence politique pour répondre à cette demande. La situation est désespérante mais pas désespérée. Nous constatons un renouveau d'intérêt pour le marxisme à l'université, aux États-Unis, dans la gauche du Parti démocrate, au Parti travailliste britannique. En France, le PCF doit mener une bataille culturelle. Il faut réaffirmer que, le communisme, ce n'est pas ce qui s'est fait dans les pays de l'Est. »

« BEAUCOUP DE CITOYENS FONT DU COMMUNISME SANS LE SAVOIR »

C'est le cœur du problème. Le PCF, l'un des derniers partis communistes d'Europe, qui a tenu debout là où son voisin italien s'est écroulé, peine encore à décoller son image de l'expérience soviétique et ne parvient pas à capitaliser sur ses expériences locales et son travail parlementaire. Dans une enquête Viavoice pour la Fondation Gabriel-Péri réalisée en janvier dernier, 62 % des sondés estiment que le communisme est « un fait ancien, dépassé ». Autrement dit à classer définitivement dans les archives du « vieux monde ». Pourtant la même étude montre que 56 % estiment que la lutte des classes est toujours d'actualité et que, pour 32 % des jeunes, le communisme l'est aussi. « Il serait incongru de parler de l'actualité du communisme en ayant à l'esprit l'illusion de rééditer peu ou prou l'expérience soviétique ou du moins de faire revivre

notre propre conception passée fondée sur l'utopie d'une société idéale, précise également Francis Wurtz, eurodéputé honoraire. Mais le communisme conçu comme le combat pour le dépassement du capitalisme, visant à pousser toujours plus loin l'émancipation humaine, est d'une actualité d'autant plus brûlante que les dégâts causés par la crise du système en place sont dramatiquement évidents. » Tout le monde n'appelle pas cela communisme mais beaucoup de citoyens sont déjà engagés dans la transformation de la société, estime Francis Wurtz, citant l'économie sociale et solidaire, la défense des biens communs, la mobilisation pour les services publics, la lutte pour la préservation de la biodiversité, les actions pour une gestion solidaire des interdépendances en Europe. Alors, urgence de communisme ? La preuve par la crise écologique, qui renforce le besoin de rupture avec l'ordre actuel. Pour Yvon Quiniou : « L'idée d'un capitalisme vert est un trompe-l'œil, car il ne remet pas en cause le capitalisme, qui est à la source de la dégradation de l'environnement. Pour la survie même de l'humanité, il y a nécessité de changer de mode de production. » Un constat désormais partagé par un grand nombre de militants écologistes, « comme en témoigne le cheminement politique d'un Nicolas Hulot », relève Guillaume Roubaud-Quashie. Si la sortie du capitalisme s'impose d'urgence, que les portes sont déjà ouvertes, comment le pousser dehors et imaginer la suite ? La formule de Marx et d'Engels est célèbre : le communisme n'est pas un état ni un idéal, mais un « mouvement réel qui abolit l'état actuel », rappelle Isabelle Garo. Sur la base des conditions existantes, ajoutaient-ils. « Celles-ci sont les gigantesques et violentes contradictions de notre monde, les spasmes d'une crise qui touche toutes les dimensions de la vie humaine, analyse la philosophe. Ces conditions incluent alors surtout la conscience aiguë des enjeux de la période, la colère partagée et l'espoir d'un avenir tout autre, la volonté de travailler et de vivre autrement, définissant à mesure un autre monde. Bref, le communisme est avant tout stratégique, élan inscrit dans nos luttes et nos rêves, initiant un dépassement du capitalisme aussi long et difficile qu'urgent et indispensable. C'est cet effort plus que son résultat qui donne sens au terme. » Une méthode partagée par Francis Wurtz : « Comme l'a exprimé à sa manière un camarade lors de mon congrès départemental : dans le monde chaotique où nous vivons, il ne suffit pas d'avoir un beau projet ; il faut être capable d'organiser des îlots de résistance et les recherches d'alternatives en mettant en cause le capitalisme dans des situations concrètes. » L'actualité n'en manque pas. Et les communistes décideront ce week-end la place qu'ils comptent y occuper.

Jean-Paul Pierot

<https://www.humanite.fr/ce-siecle-besoin-des-idees-communistes-664100>

***Lucien Sève : « Oui, le communisme vient à maturité objective »**

Vendredi, 9 Novembre, 2018

Pierre Chaillan

En finissant la rédaction de la dernière partie, sur « *le communisme* », de sa grande tétralogie *Penser avec Marx aujourd’hui*, le philosophe parachève l’œuvre capitale de sa vie. Il dévoile, avant la parution en 2019, plusieurs grands partis pris de ce travail théorique et politique.

Le communisme est le sujet du dernier volume de votre tétralogie *Penser avec Marx aujourd’hui*, à paraître chez la Dispute en 2019. En quoi est-ce un travail d’ordre philosophique, historique et politique ?

Lucien Sève C'est quoi, « le communisme » ? Dans le parler médiatique, c'est l'Union soviétique et les pays de même sorte au XXe siècle, les partis de même orientation. Mais la question se repose : en quoi est-ce « le communisme » ? En ceci, dit-on, qu'ils se réclament d'un avenir social ainsi nommé et qui ne s'est nulle part réalisé. On est ainsi renvoyé à la vaste anticipation historique exposée dans le Manifeste du parti communiste. En parler est donc d'abord nécessairement affaire de théorie, y compris philosophique. Mon livre commence par un long chapitre sur la formation de cette vue par Marx et Engels, et sa complexe évolution dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Si on ne tire pas bien au clair ce qu'on met sous le mot communisme – et sous le rapport terriblement équivoque qu'a avec lui le mot socialisme –, on s'expose aux pires malentendus, à moins qu'on ne cherche à en jouer. Ce que faisait le fameux Livre noir du communisme, où sur 800 pages il n'y a pas même un paragraphe pour dire ce qu'on est en droit de nommer communisme – « le communisme », ce serait Staline et Pol Pot... Partant d'une analyse approfondie du communisme marxien et de ses conditions de possibilité historique, je vais à sa recherche attentive dans un autre long chapitre consacré au XXe siècle et, disons-le en bref, je ne le trouve nulle part. Donner l'URSS pour un « pays communiste », ou même « socialiste », c'est ce que son grand historien Moshe Lewin appelle une complète « erreur d'étiquetage ». L'objet de mon livre, écrit aux trois-quarts, c'est l'histoire critique de cette visée communiste. Il est donc historique et politique du même mouvement que théorique.

Des enquêtes d'opinion publiées par *l'Humanité* en 2017 et 2018 ont montré que le mot communisme est décrié aujourd’hui. Comment, selon vous, lui redonner du sens ? Lucien Sève Décrié est peu dire. Ce que montrent ces sondages, c'est que communisme est le terme le plus discrédité de tout le vocabulaire politique. Si on ne prend pas le fait avec un total sérieux, comment espérer inverser la tendance ? Or, c'est quoi, un total sérieux ? C'est revenir sans lésiner sur le pire : le stalinisme. Comment

être crédible en donnant le communisme pour ce qui va nous faire sortir du capitalisme et inaugurer une civilisation supérieure sans s'expliquer en clair sur ce qui a pu faire s'ensuivre de la révolution d'Octobre tant d'horreurs sanglantes puis d'aberrations navrantes ? Se croit-on quitte avec l'immense affaire qu'est le stalinisme pour l'avoir condamné ? Mais qui va s'en satisfaire ? Quand c'est tout le sens de ce qui s'est passé depuis le Manifeste jusqu'à l'implosion de l'URSS qu'il faut donner à comprendre, donc d'abord comprendre soi-même. C'est la question centrale de mon deuxième chapitre, où je m'occupe longuement du stalinisme. Le faire en toute exigence disqualifie radicalement la vulgate qui proclame : « Le communisme est mort pour toujours, Dieu merci ! » Pour nous, qui nous réclamons plus que jamais du communisme et voulons commencer de faire bouger les lignes à son sujet, il est crucial, en cette époque des centenaires de 1917 et 1920, que nous éclairions bien davantage cette histoire. Sans faire toute la lumière sur notre passé, comment apparaître porteurs de futur ?

Vous parlez de la « visée communiste marxienne ». Pourquoi ce terme de visée, et quel est son contenu essentiel ?

Lucien Sève Ce n'est pas un tic de langage, mais un choix fondamental. J'entends dire parfois que visée serait une révision en baisse de projet. Je soutiens le contraire. Projet est un terme programmatique, qui décide d'avance des contenus et formes de la société communiste future. C'est utopique. Marx refusait de faire du communisme un « idéal » sur lequel l'histoire devrait se régler, à quoi il opposait le « mouvement réel » qui tend vers un au-delà radical de l'état de choses actuel. C'est ce que dit visée. De plus, projet est purement subjectif – on peut projeter ce qu'on veut, mais au risque terrible de vouloir forcer l'histoire, et c'est tout le drame du stalinisme. Visée est au contraire à la fois subjectif et objectif, comme l'action politique même : c'est nous qui visons, mais « Oui, le communisme vient à maturité objective » il y a une cible et des conditions pour l'atteindre auxquelles il est impératif de se plier. Oui, vraiment, visée communiste, et non pas projet. Quant à l'essentiel de cette visée, on peut le dire en trois mots : sortir de l'aliénation historique, au grand sens que prend l'aliénation dans le Capital, c'est-à-dire l'écrasement général des humains par les immenses puissances sociales qu'ils créent, et qui faute d'être appropriées par tous ne sont maîtrisables par personne. Ce que suggère assez bien une formule populaire : l'humanité va dans le mur.

Beaucoup de gens pensent que le communisme a été essayé au siècle dernier, et qu'après une histoire entachée de crimes, il aurait irrémédiablement échoué. Qu'objectez-vous à cette façon de voir ?

Lucien Sève Nous voici au cœur de la question. C'est bien cette pseudo-évidence qu'il faut réduire à néant, et ce sera tout sauf facile. Parce que l'incroyable vérité – il n'y a à

peu près rien eu de communiste dans le « communisme » d'hier, c'est démontrable – se heurte bien sûr au haussement d'épaule : « Comme vous ne pouvez nier l'échec, vous essayez de faire croire que ce qui a échoué n'était pas le communisme, à d'autres ! » Impossible donc d'en rabattre sur l'histoire critique de cette visée. On n'attendra pas qu'en un paragraphe, je puisse dire le contenu de 100 pages du livre. Ceci au moins : Marx ne s'est pas trompé dans le Manifeste en annonçant le communisme, au contraire, mais il a devancé l'histoire de deux siècles, en surestimant terriblement la maturité de ses conditions historiques. Coûteuse illusion. La trouée initiale s'est avérée possible dans des pays en retard de révolution antiféodale, comme la Russie ou la Chine, mais ce retard excluait tout passage vrai au socialisme. Lénine l'a bien vu en 1921-1923 (« Nous ne sommes pas assez civilisés », disait-il), cherchant la voie d'une forcément longue maturation. Staline s'est cru plus fort : le socialisme tout de suite dans un seul pays ! Ce fut en réalité un national-étatisme de rattrapage brutal du capitalisme, traître à toute visée communiste. Et le siècle en a été foncièrement déboussolé : le capitalisme avait encore de l'avenir, quand ce qui passait pour « le communisme » n'en avait pas... C'est donc tout le sens des deux derniers siècles qui est à reconSIDéRer. Il n'y a là aucune échappatoire : la question de savoir si le communisme a de l'avenir est encore entièrement devant nous.

Il y a large accord sur la gravité de la situation présente et l'urgence de sortir d'un régime piloté par le seul profit à court terme. La question n'est-elle pas de savoir s'il existe les moyens conceptuels et pratiques de son dépassement ?

Lucien Sève Large accord sur la gravité de la situation, sans doute. Mais large conscience que cette gravité dit l'urgence de sortir du capitalisme pour en venir à une société sans classes, hélas non, et hâter cette prise de conscience m'apparaît être la tâche première d'un communisme à hauteur de notre temps. Mais en a-t-on fini avec l'immaturité historique des conditions d'un postcapitalisme qui sous-tendait les drames du XXe siècle ? Je vois de fortes raisons de penser que c'est en cours.

Négatives d'abord : pour la première fois, le capitalisme devient directement incompatible avec le progrès de l'humanité, voire avec sa survie. C'est lui, c'est sa folie de profit privé qui menace à court terme la vie sur notre planète, et de façon moins dite mais non moins profonde l'existence civilisée du genre humain. Rendre hégémonique la visée postcapitaliste est devenu un objectif réaliste, à condition de changer complètement de braquet dans la lutte des idées. Et raisons positives aussi. Marx tenait pour présupposé fondamental du communisme un double développement universel : celui des forces productives – et nous y sommes en plein, avec une vraie explosion de nos savoirs et pouvoirs –, plus encore celui des individus – là, le tableau est contrasté, les gestions capitalistes empêchant tout en stimulant ce développement, mais les rebonds de l'émancipation des femmes montrent combien est irrésistible la

tendance profonde. Oui, le communisme vient à maturité objective. À nous de jouer notre plein rôle de sujets.

On sait vos importants travaux sur communisme et individu. Il y a aussi l'expérience politique en France à laquelle votre parcours intellectuel militant est intimement lié. Comment cela peut-il irriguer votre réflexion pour penser un monde nouveau ?

Lucien Sève Lisant le Capital au début des années 1950, j'ai découvert dans l'enthousiasme que Marx n'est pas le penseur exclusif du social qu'on disait, du même mouvement il pense l'individu, au point que son œuvre socio-historique est tout aussi suggestive sous l'angle psycho-biographique, ce qui a décidé de ma vie de recherche et coloré d'emblée ma façon de comprendre le communisme. Sait-on assez que Marx le définit comme « une forme de société supérieure dont le principe fondamental est le plein et libre développement de chaque individu » ? (1) Nous ne sommes pas humains par notre seul génome, comme des animaux, mais bien plus encore par le monde social humain que chacun s'approprie à sa façon, l'individu se transfigurant ainsi en personnalité singulière et solidaire. Ce qui condamne le plus sûrement à mort le capitalisme est qu'il en vient à contrecarrer gravement cette dialectique décisive que le communisme a au contraire à libérer. Un méfait sans nom du stalinisme est d'avoir persuadé tous et chacun que dans le communisme l'individu ne compte pour rien. On mesure le désastre. Peu de choses importent autant aujourd'hui que de redonner à voir par des actes – d'abord en matière d'organisation – que le commun pour un communiste n'est pas l'effacement du singulier mais sa forme plurielle.

Dans un récent livre d'entretiens avec votre fils, l'historien Jean Sève, *Capitalexit ou catastrophe* (2), vous avancez un ensemble de propositions concrètes pour la relance d'une politique authentiquement communiste. Comment voyez-vous cette possible relance ?

Lucien Sève En 1984, voyant avec d'autres le PCF s'enfoncer tandis qu'allait imploser l'Union soviétique, j'ai engagé la bataille pour ce que j'ai appelé refondation communiste – objectif à mes yeux plus actuel que jamais. L'idée directrice est simple : nos malheurs ont pour cause non pas trop de communisme, mais au contraire tragiquement pas assez, ce qui remonte à sa foncière trahison par Staline. Qu'il y ait toujours à mener la lutte politique quotidienne et électorale avec un parti fait pour cela, certes. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir que le décisif aujourd'hui est ailleurs : engager la révolution postcapitaliste avant que le capitalisme n'ait mené le genre humain à sa perte. Une révolution d'aujourd'hui, non plus mythique conquête du pouvoir pour émanciper la société par voie étatique, ce qui a conduit au stalinisme, mais intense et constante bataille d'idées et d'initiatives pratiques pour rendre hégémonique l'exigence de réformes révolutionnaires changeant le rapport des forces jusqu'à rendre possibles les plus ambitieuses transformations. Pour mon fils et moi, et

bien d'autres communistes sans carte, sans doute aussi avec carte, ce que paie très cher le PCF est de ne l'avoir pas fait. On ne mène pas la bataille d'idées anti et postcapitaliste à la hauteur voulue. Mais le faire appelle un autre mode d'organisation que le parti vertical, utile encore pour la politique traditionnelle, mais contre-productif là où est à déchaîner l'initiative transformatrice de tous. Il faut susciter la formation d'un vaste réseau de collectifs thématiques travaillant à acquérir une haute capacité de contestation et contre-proposition révolutionnaires, dans une horizontalité de fonctionnement compatible avec la centralité de décision, mais excluant toute confiscation verticale de responsabilité. L'horizontalité responsable, c'est l'école obligatoire des constructeurs de la future société sans classes. À nos yeux, la capitale relance d'une politique vraiment communiste commence là : l'organisation horizontale de l'initiative postcapitaliste, où l'essentiel reste à faire. C'est dans ce vide que prospère l'effroyable couple des gauches pourries et des droites féroces. Il n'y a pas un jour à perdre pour se mettre à le combler.

(1) *Le Capital*, Livre i. Éditions sociales, 2016, p. 575.(2) *La Dispute*, 2018.

Entretien réalisé par Pierre Chaillan

<https://www.humanite.fr/lucien-seve-oui-le-communisme-vient-maturite-objective-663394>

***) Congrès. Face à Macron, les maires endosSENT leurs gilets jaunes**

Mercredi, 21 Novembre, 2018

Audrey Loussouarn

Hier, les élus ont affiché leur soutien à la protestation qui s'est exprimée samedi. Ils partagent les inquiétudes des Français devant une politique d'abandon des plus fragiles par l'État.

Michel Carlier, adjoint au maire du village de Gland (Aisne), a troqué son gilet jaune pour un imperméable vert, tout aussi fluo. Dimanche dernier, sur le rond-point de Château-Thierry, cet élu sans étiquette « plutôt de gauche » était aux côtés de ses administrés ; son écharpe, elle, était restée au placard. « Le mouvement part du prix du carburant, mais c'est une accumulation. Ils ont l'impression d'être abandonnés », dit cet élu sans étiquette, enseignant à la retraite. Hier, au congrès des maires de France, à Paris, le sujet a traversé les allées et la tête des élus. Comme lui, Jean-Benoît Pinturier, maire sans étiquette de Saint-Pathus (Seine-et-Marne), était sur « les barricades » pour

être avec les habitants « au bout du rouleau », qui estiment que « droite comme gauche au fil des années ne leur ont rien apporté ».

« MEPRISES, OUBLIES »

Chez Isabelle Bahabanian, maire (DVG) de Lairoux, en Vendée, où « on vit de plus de plus mal », on est « encore à l'ère du diesel » et donc « plus impacté » par ces mesures « prises brutalement et sans anticipation ». « Quelque chose est en marche et les habitants sentent qu'ils ne vont pas pouvoir suivre », dit-elle. Si, comme Sylvie Lorenzon, maire d'une petite ville de Corrèze, Saint-Cernin-de-Larche, certains ne sont pas « favorables au blocage » qui « entrave le travail notamment des professions paramédicales », tous évoquent un mouvement qui part de « la base » et leur « parle ». « Cette souffrance et cette colère se retrouvent chez les élus de tous les territoires, ruraux comme populaires », pointe Gilles Leproust, maire PCF d'Allonnes (Sarthe). Lui voit l'édile, qui se « remonte sans cesse les manches pour apporter le plus de réponses possibles », comme un « interlocuteur privilégié » : « Une partie de la population a trouvé dans ce mouvement une fenêtre pour exprimer ses inquiétudes sur la baisse du pouvoir d'achat et la précarité grandissante. Elle a l'impression qu'on ne s'occupe pas d'elle. »

« Méprisés », « oubliés »... des sentiments observés par les élus qui se combinent à leurs propres inquiétudes, eux qui ne se sentent « pas plus écoutés que les gilets jaunes », avance Alain Boniface, adjoint LR d'une petite ville de Haute-Loire, Saint-Pal-en-Chalençon. Lui parle d'un « pouvoir central dont la volonté est d'affaiblir le champ d'action des territoires ». Si les habitants se sentent « isolés », comme le relève Martine Cadena, de Fleury (Aude), c'est bien que les services publics « ferment les uns après les autres » et que l'argent est « pris là où il est facile de le prendre ». « L'État se décharge de tout en créant des compétences sans envoyer l'argent et ça, ça impacte les plus fragiles », complète Jean-Benoît Pinturier.

CERTAINS BOYCOTTENT L'ÉLYSEE

À Gland (Aisne), pour se rendre à la poste ou pour prendre le train à Château-Thierry afin de se rendre à Paris, où beaucoup travaillent, il faut faire 5 kilomètres en voiture. L'hôpital du coin, qui draine 70 000 habitants, a failli voir son service cardiologique fermer pour cause de « regroupement ». « On a fait un rassemblement devant la sous-préfecture. Car, déjà, pour aller aux urgences, il faut rouler 45 minutes ! C'est récurrent, il faut sans cesse défendre son bout de gras et ça, ça irrite les habitants », avance Michel Carlier. Même constat à Lairoux, où Isabelle Bahabanian donne notamment l'exemple du manque d'accès aux soins et des médecins qui ont chacun 2 000 habitants à charge. D'autres élus, plus en colère, encore, qui devaient être reçus ce soir à l'Élysée, ont annoncé qu'ils boycotterait le rendez-vous par solidarité avec les gilets jaunes.

Audrey Loussouarn

<https://www.humanite.fr/congres-face-macron-les-maires-endorssent-leurs-gilets-jaunes-663983>

***) La majorité vote son budget du « pouvoir d'achat »**

Mardi, 20 Novembre, 2018

Aurélien Soucheyre

L'Assemblée nationale a voté ce mardi le projet de budget pour 2019, sans faire aucun geste envers les plus démunis, ou sur le prix des carburants, malgré le sentiment d'injustice fiscale manifesté ce week-end par les gilets jaunes.

L'examen du budget par le Parlement avait démarré à la rentrée avec cette promesse du gouvernement : six milliards d'euros devaient être rendus aux Français. Las, cette opération de communication mensongère a « fait chou blanc » auprès des Français, selon Jean-Paul Dufrègne. Pour preuve, le député PCF a fait référence au mouvement des gilets jaunes, actifs dans le pays depuis le 17 novembre. « Nos concitoyens ne sont pas dupes de la véritable philosophie qui anime vos choix politiques depuis le début de cette législature », à savoir « consacrer l'essentiel des marges budgétaires du pays aux plus riches et au secteur marchand », a-t-il développé. Ce projet de budget a finalement été voté mardi après-midi à l'Assemblée nationale, par 345 voix contre 200. Seuls les groupes LaREM et Modem ont voté pour.

Les Républicains s'y sont opposés, dénonçant un budget qui « prend à la gorge » les citoyens. La majorité des députés UDI-Agir, qui s'étaient abstenus l'an passé, ont fait de même. « Ce qui se passe avec les gilets jaunes, ce n'est pas qu'un mécontentement lié au prix de l'essence. Ce qui est dit, c'est que dans ce pays, même quand on travaille on ne s'en sort plus », a lancé leur président Jean-Christophe Lagarde. « Cette mobilisation est le symptôme d'un mal-être profond de nos concitoyens autour de la question du pouvoir d'achat. Les Français savent bien que les efforts du gouvernement sont dirigés vers les plus aisés », a abondé Boris Vallaud, qui estime qu'il y a deux victimes dans cette histoire : « le pouvoir d'achat des Français et la transition énergétique ». 577 millions d'euros destinés au ministère de l'Ecologie seront d'ailleurs finalement affectés au budget général de l'Etat en 2019. En conséquence, les socialistes ont aussi voté contre le projet de budget, tout comme les insoumis. « **CELA DEVAIT RUISELER : CELA S'EVAPORE !»**

A la tribune, Jean-Paul Dufrègne a rappelé l'ampleur des cadeaux offerts aux plus fortunés avec la suppression de l'ISF et la flat tax, sans oublier le coût de 40 milliards d'euros du CICE cette année. « Cela devait ruisseler : cela s'évapore ! Vos paris budgétaires et fiscaux ne paieront pas plus demain qu'aujourd'hui. Faisant le choix du premier cercle, de la start-up nation, vous tournez le dos aux territoires, cassant la cohésion sociale, fracturant le pacte républicain. Comment pouvez-vous prétendre “réparer le pays”, quand vous allégez massivement l'impôt des plus riches et, dans le même temps, décidez le gel des salaires, des pensions, du point d'indice des fonctionnaires et des minimas sociaux ? », a-t-il tonné.

Au sujet de l'argumentaire « écologique » de l'exécutif sur les hausses des taxes sur les carburants, le parlementaire de l'Allier s'est ainsi indigné : « jamais l'écologie n'aura été autant instrumentalisée à des fins budgétaires qu'elle ne l'est actuellement. La fiscalité sur les carburants n'alimente qu'à la marge la transition écologique. Nos concitoyens l'ont bien compris. Conscients de l'urgence écologique, ils veulent la transition de notre modèle économique. Mais dans cette affaire, ils ont le sentiment légitime qu'on leur fait les poches à la pompe pour financer la suppression de l'ISF, la flat tax et le CICE. Ce sentiment est d'autant plus fort pour celles et ceux qui n'ont pas d'autres choix que d'utiliser leur véhicule au quotidien, et ils sont 8 millions dans notre pays ».

Le député PCF Sébastien Jumel a sur ce sujet signalé que l'exécutif se livre au faux jeu de l'écologie punitive alors même qu'il s'attaque aux lignes ferroviaires avec la réforme de la SNCF, et supprime partout des maternités, des hôpitaux, et des services publics, obligeant ainsi les citoyens à... se déplacer davantage en voiture. De la fausse promesse des 6 milliards d'euros rendus aux ménages, ce qui aurait d'ailleurs été bien peu, au mouvement des gilets jaunes, le plan de communication du gouvernement a fait long feu.

<https://www.humanite.fr/la-majorite-vote-son-budget-du-pouvoir-dachat-663866>

***) Quartiers populaires. La FI invite les cités à s'auto-organiser**

Lundi, 19 Novembre, 2018

Pierre Duquesne

Le mouvement veut aussi lancer « mille initiatives » pour remettre les quartiers sur la scène politique.

« Voici la nouvelle France, celle sur laquelle nous nous appuierons (...) pour tout changer ! » a lancé Jean-Luc Mélenchon, lors des Rencontres nationales des quartiers populaires, organisées hier par la France insoumise à Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Tout un secteur de la France populaire qu'il faut remettre sur la scène politique, estime Jean-Luc Mélenchon alors qu'un « autre (de ces) secteurs s'est mis en mouvement le 17 novembre » (lire page 6). Un exemple « d'auto-organisation » que le leader des insoumis appelle à reproduire dans les quartiers populaires.

Il fallait assister à la matinée d'échanges, dès le matin, pour comprendre que ceux qui y habitent « sont les mieux à même d'exprimer les inégalités, la précarité et l'insalubrité et les douleurs qu'ils vivent », pour reprendre l'expression de Kamel Guemari, syndicaliste chez McDo, venu de Marseille. Une autre participante a raconté comment sa mère a été emportée dans l'incendie de son appartement délabré en Avignon. Il n'y a pas qu'à Marseille que la pauvreté et la cupidité des marchands de sommeil tuent et coûtent des vies. Il suffisait aussi d'échanger avec Mamadou Camara, assis à une table, pour mesurer la violence des contrôles au faciès qu'il a subis avec deux amis gare du Nord, en rentrant de voyage scolaire. Ces trois jeunes d'Épinay ont été mis à l'écart de leurs camarades par des policiers, contre lesquels ils ont eu le courage de porter plainte.

« SANS LES HABITANTS DES QUARTIERS NOUS NE CHANGERONS PAS LA DONNE »

« Les habitants des quartiers populaires sont les premiers à cumuler toutes les inégalités. Sans eux, nous ne changerons pas la donne », explique le député de Seine-Saint-Denis (FI) Éric Coquerel, grand artisan de ces rencontres. Il a été marqué par ses échanges au pied des tours lors de sa campagne électorale. « Il y avait une majorité qui votait Mélenchon, mais il y avait quasiment autant de personnes qui s'étaient abstenues ou qui n'étaient pas inscrites. » Ces rencontres, organisées bien avant la prochaine séquence électorale, ont donc pour but de montrer que la France insoumise entend mener « un travail de fond » dans ces quartiers. « Mille initiatives » pourraient être « directement lancées » par la France insoumise ou « en soutien » à des associations ou des luttes déjà existantes, annonce aussi Éric Coquerel, qui dit vouloir éviter de reproduire tout schéma clientéliste.

Pierre Duquesne

<https://www.humanite.fr/quartiers-populaires-la-fi-invite-les-cites-sauto-organiser-663787>

***) Pierre Laurent : « Nous existons pour que notre peuple prenne son avenir en main »**

Lundi, 19 Novembre, 2018

Julia Hamlaoui et Maud Vergnol

Entretien. À la fin de la semaine s'ouvrira un congrès inédit du PCF avec un texte « alternatif » devenu base commune et deux candidats à sa direction. Pour éviter la division, Pierre Laurent, actuel secrétaire national, propose un duo à la tête de la formation.

Face à la colère sur le pouvoir d'achat et le prix de l'essence qu'exprime la mobilisation des gilets jaunes, qu'attendez-vous du gouvernement ?

Pierre Laurent Qu'il suspende immédiatement la hausse injuste des taxes sur le carburant, qu'il change de cap sur la revalorisation du pouvoir d'achat, des salaires et des retraites, qu'il ouvre d'autres pistes sur la transition écologique. Emmanuel Macron récolte la colère qu'il a semée en revendiquant avec arrogance sa politique en faveur des premiers de cordée, la suppression de l'ISF, le hold-up de la CSG sur les retraités. Il méprise l'exigence populaire sur le pouvoir d'achat et l'angoisse qui grandit dans les territoires. Il creuse des trous dans le budget avec ses cadeaux fiscaux aux plus fortunés et au capital. C'est toute cette colère qui explose aujourd'hui.

Le PCF est-il solidaire de ce mouvement ?

Pierre Laurent Oui, nous sommes solidaires de cette colère populaire et nous en désignons les vrais responsables : les grands groupes pétroliers qui continuent d'accumuler des profits considérables sans payer d'impôts à leur mesure, les sociétés autoroutières qui grâce aux privatisations amassent des dividendes totalement indus, la stagnation des salaires imposée pour le profit des grands actionnaires, le recul des retraites... Ce sont ces choix-là qui sont en cause.

À quelques jours de son congrès, le PCF semble enlisé dans ses désaccords internes. Voyez-vous une issue ?

Pierre Laurent Dans une telle situation, ce serait dramatique de rester « enlisés », comme vous dites, dans des débats internes. Les communistes doivent se concentrer sur des solutions offensives à la situation politique. L'impasse du système capitaliste est telle que la question de son dépassement se pose comme jamais. Mais faute d'ouvrir un chemin politique concret, la situation peut dégénérer vers des réponses violentes, autoritaires, xénophobes. Allons-nous résoudre ce problème en étant mieux en prise sur les attentes populaires ? En reprenant l'initiative sur les idées communistes ? En organisant le front commun de toutes les forces qui peuvent faire face à ces dangers ?

La majorité des communistes ont raison de chercher des solutions qui associent toutes ces dimensions. Nous n'existons pas pour nous-mêmes mais pour que notre peuple prenne son avenir en main.

Êtes-vous confiant sur la capacité des communistes à se rassembler autour d'un projet et d'une stratégie commune ?

Pierre Laurent Oui, depuis l'adoption de notre base commune, le débat s'est accéléré et enrichi. Des milliers d'amendements, de réécritures sont proposés. Elles réintroduisent nombre de nos innovations récentes sur les mutations du travail, la révolution numérique, l'écologie, le féminisme. Elles clarifient nos débats sur les enjeux européens et internationaux, sur nos évolutions stratégiques, sur les élections à venir, sur l'union populaire agissante qui est proposée. Nous nous dirigeons vers une nouvelle version qui peut nous rassembler.

Beaucoup de communistes regrettent « l'effacement » du PCF. Que leur répondez-vous ?

Pierre Laurent Mettons de côté l'argument d'un « effacement » délibéré. Il est ridicule. La vérité est que de nombreux communistes ont été meurtris par la période présidentielle. Et je suis conscient que leur vote, au moment du choix de la base commune, a exprimé ce mécontentement. Ils ont le sentiment que leurs idées, leurs efforts pour éviter la catastrophe d'un second tour Le Pen et Macron, n'ont pas trouvé la place méritée dans le débat politique national et les élections législatives, et n'ont pas été respectés par le candidat Jean-Luc Mélenchon, que nous soutenons. Or, les victoires ne s'obtiennent qu'en additionnant la diversité de la gauche, pas en la rangeant derrière une seule tête. Cette leçon vaut pour tout le monde, et pour l'avenir. Mais notre situation a des racines multiples et profondes. C'est cette discussion approfondie, exigeante, que le congrès doit mener jusqu'au bout, pour renforcer notre capacité, avec d'autres, à transformer les colères populaires, les attentes sociales en un mouvement de construction politique majoritaire durable.

La question de la direction du PCF cristallise aussi une partie des débats. Vous avez dit votre « disponibilité » pour un nouveau mandat, et Fabien Roussel s'est aussi porté candidat. Maintenez-vous votre proposition ?

Pierre Laurent Je cherche à répondre à la double exigence des communistes : du changement et une direction unie. Au soir du congrès, c'est le texte d'orientation finalement adopté qui sera notre mandat. Nous aurons besoin d'une équipe solide, renouvelée, à parité, qui mêle l'expérience et les changements indispensables. C'est pour continuer à faire preuve de créativité au service de cette équipe que j'ai dit ma disponibilité, en soulignant qu'elle devait préparer dans les deux ans le changement de secrétaire national. Des camarades estiment qu'il doit intervenir maintenant avec Fabien Roussel. Ce désaccord ne s'est pas résorbé. Je sais que les communistes ne

veulent ni de la division, ni de la victoire des uns sur les autres. J'ai consulté. J'ai beaucoup parlé avec Fabien Roussel. Tout le monde souhaite qu'une liste unique soit construite demain par notre commission des candidatures. Pour lui permettre d'avancer, je fais une nouvelle proposition : que nous partagions la conduite de cette liste. L'un de nous deux sera secrétaire national et l'autre pourra occuper une fonction de premier plan à ses côtés. Personnellement, j'accepterai le choix de la commission et du congrès sur la répartition proposée. Le plus important pour moi, c'est que ce choix soit garanti par la construction d'un collectif exécutif solide et rassembleur au sein du conseil national.

Entretien réalisé par Julia Hamlaoui et Maud Vergnol

<https://www.humanite.fr/pierre-laurent-nous-existons-pour-que-notre-peuple-prenne-son-avenir-en-main-663788>

***) Ne laissons pas étrangler L'Humanité !**

Vendredi, 16 Novembre, 2018

Patrick Le Hyaric

Par Patrick Le Hyaric, directeur de *l'Humanité*. Nous sonnons le tocsin pour *l'Humanité*. Nous le faisons en redoutant que la répétition des alertes puisse laisser penser qu'une fois encore « nous nous en sortirons ». Rien n'est moins sûr.

Depuis bientôt trois ans, nous vous avons informés du plan que nous tentions de mettre en œuvre pour créer les conditions d'une relance de notre groupe. Il a été élaboré à la demande des services de l'État pour permettre notre développement numérique et motiver l'engagement des banques.

Malheureusement, sa mise en œuvre tarde faute d'apports de ces dernières et par manque de clarté de l'État sur ses intentions. Nous avons manifesté beaucoup de patience. Des efforts considérables ont été déployés. Si, comme c'est le cas de tous les journaux, notre diffusion en kiosques recule, notre nombre d'abonnés pour *l'Humanité* reste stable depuis deux ans et celui de *l'Humanité Dimanche* augmente, tandis que le nombre d'abonnés numériques connaît une forte progression depuis huit mois.

L'Humanité peut donc vivre et se développer si on ne l'étrangle pas.

[Faire un don en ligne](#) ou [Télécharger le bon de souscription](#)

Nous ne perdons pas espoir. Mais nous alertons sur l'urgence. Et nous posons une question aussi claire qu'importante qui concerne tous les démocrates. Alors que se manifestent avec tant de puissance et de complicité les forces de l'obscurantisme, des nationalismes, des extrêmes droites qui couvrent l'Europe et le monde de leur long manteau brun, va-t-il être décidé de laisser agoniser et mourir l'un des journaux qui leur est le plus radicalement et foncièrement opposé : *l'Humanité* ? Il ne fait nul doute

que la disparition de nos journaux serait fêtée par ces irréductibles ennemis comme une nouvelle et précieuse victoire. La question, certes brutale, doit être posée tant la situation s'apparente au supplice de Tantale dans l'attente d'une chute fatale.

Et ceci au moment même où non seulement la presse est concentrée entre quelques grandes fortunes, mais est absorbée, dans des proportions non négligeables, par des puissances industrielles et financières étrangères. Personne ne peut rester indifférent aux conséquences possibles d'une telle stratégie. Ces magnats de l'industrie, du numérique ou de l'énergie s'accaparent à vil prix une partie de la presse française. Ce n'est pas gratuit. Cela vise à faire pression sur notre pays. C'est une part de la souveraineté qui est ainsi attaquée. Aucun démocrate, aucun humaniste, aucun républicain ne peut rester indifférent et laisser faire en silence.

J'en appelle donc à nouveau au gouvernement et au Parlement. Mesurons ce que coûterait au débat démocratique, au pluralisme, à notre capacité à faire société ensemble une nouvelle phase d'accaparement de nos journaux par des capitaux étrangers.

Nous ne voulons pas, à *l'Humanité*, devoir choisir entre notre disparition et notre perte d'indépendance. Dans un cas comme dans l'autre, la France et de nombreuses voix combattantes à travers le monde seraient amputées d'un journal portant les valeurs et les idées progressistes. *L'Humanité* est ce journal qui, il y a quelques jours encore, dans un dossier remarqué, a porté un regard original sur les fondements de la Première Guerre mondiale qui coûta la veille de son déclenchement la vie à son fondateur, Jean Jaurès. C'est ce journal qui a alerté et obtenu que la Sécurité sociale ne soit pas rayée de la Constitution, qui a défendu la nécessité de développer la SNCF aux côtés des cheminots, dans l'intérêt général et pour réussir la transition environnementale ; celui qui, jour après jour, montre et démontre les effets néfastes de la destruction des conquêtes et principes issus du Conseil national de la Résistance ; ce journal qui porte le drapeau de la paix et du désarmement, de la préservation de notre environnement ; celui qui a révélé ce salon ubuesque de l'évasion fiscale à Cannes. Ce journal qui s'attache à mettre en lumière le travail en souffrance, les espoirs ensevelis et les luttes qui se mènent parfois dans l'ombre pour la justice et la dignité humaine.

Tout autant journal de la question sociale que de la promotion de l'éducation et de la culture, *l'Humanité* est un outil utile et nécessaire à l'œuvre d'émancipation humaine. Il est l'un des piliers du pluralisme des idées et de la presse. S'amputer de son existence revient à amputer la démocratie elle-même. Tel est l'enjeu. Il concerne tous les citoyens, les acteurs sociaux, syndicaux, les élus, le Parlement comme le pouvoir ou le monde de l'économie. Il est grand temps d'engager une réflexion large sur les moyens de faire vivre le pluralisme de la presse dans les conditions d'aujourd'hui, bien plus rudes qu'hier. Des décisions doivent être prises en conséquence et en conscience.

C'est dans ce contexte préoccupant que nous nous trouvons dans l'obligation d'appeler une nouvelle fois à la mobilisation de nos lectrices et lecteurs, des amis, et de toutes celles et ceux qui ont le pluralisme et la démocratie au cœur, en participant à une grande souscription populaire pour faire face à nos échéances de fin décembre et de mi-janvier. Nous savons l'effort que cela demande à chacune et chacun en ces temps de pouvoir d'achat rogné. Nous avons besoin à court terme de plus d'un million d'euros. Nous remercions à nouveau celles et ceux qui répondront positivement à notre appel pressant et qui nous aideront à élargir le cercle de ceux qui s'y joindront, comme tous ceux qui font découvrir *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche* et réalisent un abonnement. Par avance, merci de votre engagement.

[Faire un don en ligne](#) ou [Télécharger le bon de souscription](#)

<https://www.humanite.fr/ne-laissons-pas-etrangler-lhumanite-663759>

***) La gauche partage la colère et plus encore ses alternatives**

Vendredi, 16 Novembre, 2018

[Lionel Venturini](#)

Face à un mouvement aux contours flous, ses responsables entendent offrir un débouché politique qui dépasse le seul mécontentement.

Sur le pont de Nogent, ça passe bien. Sur l'un de ces nœuds routiers franciliens vite infernaux le matin, ce ne sont évidemment pas les voitures qui passent bien, mais le tract que des militants et élus PCF du Val-de-Marne distribuent aux automobilistes. Taxation du kérosène, augmentation du malus écologique pour les grosses voitures... la gauche a décidé, dans le débat sur la taxation accrue des carburants, de fournir des perspectives plutôt qu'alimenter simplement la colère.

Au pont de Nogent, Ian Brossat a donc distribué aux automobilistes les propositions du PCF, en compagnie d'élus val-de-marnais. « Chacun à sa place, explique le chef de file du PCF pour les européennes, la grande colère des "gilets jaunes", on la partage, il reste que les alternatives, il faut les porter. C'est ce que nous faisons : proposer de taxer le kérosène, qui ne l'est pas aujourd'hui, taxer Total et ses 10 milliards de profits actuels, revenir à une TVA réduite sur les transports en commun... Emmanuel Macron s'est fait engueuler toute la semaine dernière par les Français, et il ne change rien. »

POUR LA HAUSSE DES SALAIRES, DES RETRAITES ET DES MINIMA SOCIAUX

Hier, une déclaration commune de forces de gauche (1) exprime combien Emmanuel Macron « aura tout fait pour provoquer une haine de l’impôt, par des injustices scandaleuses ». « Ce sont, écrivent les organisations signataires, les prélèvements injustes sur les ménages qui financent les cadeaux aux riches, au lieu d’une fiscalité progressive et d’une taxation du capital. » « Rien n’est fait pour développer les transports en commun moins polluants, ou pour proposer des tarifs sociaux incitatifs », soulignent-ils. Parmi les sept mesures proposées, la hausse des salaires, retraites et minima sociaux est en priorité. Puis taxer les pétroliers, les grandes entreprises du transport routier ou aérien, le kérosène. « Arrêter la fermeture des petites lignes de chemin de fer qui transforme les campagnes en déserts, baisser fortement la TVA pour tous les produits de première nécessité. » Une réorientation politique pour, enfin, « engager sur ces bases de justice sociale la transition écologique ».

« Nous ne pouvons pas laisser la colère des Français être récupérée et exprimée par Marine Le Pen, nous devons en être », a de son côté défendu François Ruffin, le député (FI). « Je souhaite le succès du 17 novembre. Cette colère est juste », a jugé Jean-Luc Mélenchon. Les écologistes d’EELV, qui défendent l’alourdissement de la fiscalité sur les énergies fossiles, déplorent toutefois l’absence de transition écologique véritable chez Macron. « On continue d’aider les entreprises et on demande des efforts aux classes moyennes », relève ainsi le porte-parole d’EELV, Julien Bayou. « Nous soutenons les Français qui se mobilisent pour défendre leur pouvoir d’achat », dit aussi mais plus timidement le PS, non signataire de la déclaration. L’historien Roger Martelli met en garde, toutefois, contre les tentations à l’égard d’un mouvement que droite et extrême droite veulent préempter. « La gauche doit toujours être la gauche, c’est-à-dire moins une forme, reproductible à l’infini (l’union de la gauche), que le parti pris rassemblé de l’égalité, de la citoyenneté et de la solidarité. Et cette gauche-là n’a rien en commun avec l’extrême droite, pas même la référence théorique au peuple. » Samedi, la gauche, face à un mouvement aux contours flous, s’inscrira plus dans le soutien que dans la participation.

(1) Ensemble !, Gauche démocratique et sociale, Génération.s, Nouveau Parti anticapitaliste, Nouvelle Donne, Parti communiste français, Parti de gauche, République et Socialisme.

<https://www.humanite.fr/la-gauche-partage-la-colere-et-plus-encore-ses-alternatives-663751>

***) Pendant qu'on taxe les carburants les firmes paient moins d'impôts**

Jeudi, 15 Novembre, 2018

Gérard Le Puill

Alors que la journée du 17 novembre fera défiler les gilets jaunes contre la hausse permanente des taxes sur les carburants, Boris Vallaud, député socialiste des Landes et ancien conseiller de François Hollande, dénonce le ras le bol fiscal des classes moyennes et propose un amendement pour réduire les possibilités d'optimisation fiscale dont usent et abusent les multinationales implantées en France.

Nous avons analysé ici voilà quelques jours une proposition de notation des entreprises pour une réduction de leurs charges en fonction des soucis et des initiatives de leurs dirigeants visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatiques. Cette proposition était signée de Boris Vallaud, député socialiste des Landes et de trois autres personnalités dans *le Monde* du 1er novembre. Nous émettions des doutes sur la faisabilité de cette proposition.

Dans *le Monde* du 13 novembre, Boris Vallaud signe une nouvelle tribune avec Gabriel Zucman, professeur d'économie à l'université de Berkeley en Californie. Sous le titre « Pour un nouvel impôt sur les multinationales en France », les deux auteurs traitent de l'optimisation fiscale pratiquée par ces multinationales pour payer un minimum d'impôts sur les bénéfices ; ce qui se traduit par des pertes de recettes pour les Etats, dont la France.

L'article des deux auteurs démarre ainsi : « Faut-il être imbécile pour continuer de payer ses impôts aujourd'hui quand tant d'autres font sécession ? Il serait juste de ne plus vouloir payer pour ceux qui ne paient pas, juste que les classes moyennes ne veuillent plus payer les impôts des hyper riches, les PME ceux des multinationales ». **40% DES BÉNÉFICES TRANSFÉRÉS VERS DES PARADIS FISCAUX**

Boris Vallaud et Gabriel Zucman indiquent ensuite que « le consentement à l'impôt est miné par l'optimisation fiscale débridée des grands gagnants de la mondialisation (...) Nous en sommes là car, chaque année, 40% des bénéfices des multinationales sont transférés actuellement vers des paradis fiscaux (...) ; car l'Union européenne perd chaque année l'équivalent de 20% du montant d'impôt sur sociétés collecté (...) L'optimisation agressive et la course au moins-disant fiscal désarment les Etats. Elles affectent tout, l'économie, les ménages, les services publics, l'environnement. Elles alimentent jusqu'à l'insoutenable les inégalités et compromettent l'avenir ... ».

On ne peut qu'approuver cette dénonciation vigoureuse. Tout comme la proposition des deux auteurs de mettre en place dès janvier 2020 d'un « nouvel impôt sur les sociétés, fondé sur l'activité réelle des groupes internationaux ». Le 14 novembre, Boris Vallaud m'a fait parvenir un texte, comme sans doute à d'autres journalistes. Il promet de défendre cette semaine à l'Assemblée nationale « un amendement visant à traduire ce dispositif dans la loi française ».

Il reste à voir le sort que lui réservera la majorité parlementaire. Il convient aussi de rappeler que Boris Vallaud était conseiller économique d'Arnaud Montebourg à Bercy quand ce dernier était ministre de l'industrie au début de quinquennat de François Hollande à l'Elysée. C'est à cette époque que fut mis en place le CICE qui faisait payer par les citoyens via l'impôt sur le revenu, la TVA et les taxes sur les carburants, l'argent versé aux multinationales pour réduire « le coût du travail » sur les salaires jusqu'à deux fois et demi le SMIC.

C'est aussi Boris Vallaud qui succéda à Emmanuel Macron comme secrétaire général adjoint de l'Elysée, quand ce dernier quitta le cabinet de François Hollande avant de venir à Bercy quelques mois plus tard pour remplacer Montebourg, contraint de démissionner après avoir trinqué à la cuvée « redressement » à Frangy en Saône-et-Loire lors de la « fête de la rose » où Boris Vallaud a fait ses débuts en politique.

Durant le quinquennat de François Hollande, Boris Vallaud ne trouva rien à redire sur l'optimisation fiscale. Mais mieux vaut tard que jamais. Si on ne peut que se réjouir de sa toute nouvelle volonté d'obliger les multinationales à payer leur part d'impôt, on ne peut oublier que le même homme fut chargé par François Hollande de veiller à ce que la loi El Khomri votée en 2016 par la majorité socialiste réduise les droits des travailleurs dans les entreprises pour permettre au patronat de les exploiter davantage. Alors qu'Emmanuel Macron a bénéficié de circonstances particulières pour accéder à l'Elysée en se disant « et de gauche et de droite » Boris Vallaud rêve peut-être d'un même destin pour 2022 où 2027. En se disant que cette fois il vaudra mieux « être de gauche et de gauche ».

<https://www.humanite.fr/pendant-quon-taxe-les-carburants-les-firmes-paient-moins-dimpots-663714>

***) Sébastien Jumel. « C'est la goutte d'essence qui fait déborder le vase »**

Jeudi, 15 Novembre, 2018

Olivier Morin

Le député est, avec les militants communistes, au plus près de la population et de ses difficultés. Pour Sébastien Jumel, la colère qui monte dépasse le seul prix du carburant.

Le premier ministre a annoncé plusieurs mesures. Qu'en pensez-vous ?

SÉBASTIEN JUMEL Ils ont peur de la colère, mais ce qu'a annoncé Édouard Philippe, ce sont des miettes. Ce qu'il donne de la main droite ne suffit pas à compenser ce qu'il prend de la main gauche. Ce n'est pas avec un chèque énergie que l'on compense la perte de 1 500 euros par an de pouvoir d'achat subie par un couple constraint d'avoir deux voitures. Nous avons fait des propositions : taxer le kérósène, stopper la fermeture des petites lignes de train, moins taxer les transports en commun et les voitures propres, et taxer davantage les compagnies pétrolières. Et, pour financer la transition écologique, le gouvernement doit revenir sur ses décisions concernant l'exit tax, l'ISF et la flat tax.

Pourquoi avez-vous décidé d'une manifestation dès demain ?

SÉBASTIEN JUMEL En Seine-Maritime, nous avons pris très tôt à bras-le-corps la question du pouvoir d'achat qui nous est posée par les habitants. Le rôle des communistes est d'être utiles aux gens et de porter leur colère. Nous avons sorti du matériel sur ce racket à la pompe et nous sommes sur le terrain. Quand nous parlons pouvoir d'achat, on ne parle pas seulement carburant. On parle CSG, APL, salaires et pensions. Il était naturel, sans vouloir récupérer le mouvement qui n'appartient à personne et qui est donc la propriété de tout le monde, que les communistes s'emparent de ces questions.

Comment les citoyens perçoivent-ils cette campagne ?

SÉBASTIEN JUMEL Les gens se disent : « Les communistes parlent comme nous, ils vivent comme nous. » Ils portent la même colère. Même s'il y a de tout dans les « gilets jaunes ». Mais ce sont surtout des gens qui utilisent leur voiture pour aller travailler, pour aller se former ou pour accéder aux services publics, qui sont de plus en plus éloignés. On ferme les hôpitaux de proximité, on ferme les écoles de moins de trois classes, on ferme des services publics. Depuis vingt ans, on renonce à la relance industrielle et on concentre la réponse économique dans les métropoles. Et, en plus de ça, on stigmatise les gens car ils sont obligés de prendre leur voiture pour faire tout ça. Mais de qui se moque-t-on ? Et Benjamin Griveaux qui nous prend pour des bouseux, des fumeurs de clopes qui roulent au diesel... Il y a une réelle colère chez les « gilets jaunes » qui dépasse le seul prix du carburant. C'est la goutte d'essence qui fait déborder le vase. Notre responsabilité est de porter leur colère. Sinon, ils risquent de tomber dans certains bras qui se refermeront sur eux avec des conséquences plus violentes encore.

Sébastien Jumel

Député PCF de Seine-Maritime
Entretien réalisé par Olivier Morin

<https://www.humanite.fr/sebastien-jumel-cest-la-goutte-dessence-qui-fait-deborder-le-vase-663697>

***Élections européennes. Et si une ouvrière du Nord s'invitait à Strasbourg ?**

Jeudi, 15 Novembre, 2018

Grégory Marin

Militante communiste, syndicaliste, Marie-Hélène Bourlard, l'une des protagonistes de *Merci patron !*, veut mettre son expérience au service de l'intérêt général.

Sous les néons de son ancienne usine, sur la moquette de l'assemblée générale des actionnaires de LVMH ou comme ce jour-là devant un steak-purée, le discours de Marie-Hélène Bourlard ne varie pas d'un iota. Dans sa maison de ce petit village d'Orsinval, à une vingtaine de kilomètres de Valenciennes, l'ancienne ouvrière, qui a connu son heure de gloire en participant au film de François Ruffin *Merci patron !*, garde l'intérêt général au cœur. C'est le sens de son dernier engagement, aux côtés de Ian Brossat, sur la liste pour les élections européennes, dont une partie sera révélée aujourd'hui à Lille par le chef de file des communistes.

MARIE-HELENE CONTINUE UN COMBAT ENGAGE... EN 1974

« Ian m'a contactée à la journée à la mer de Malo-les-Bains », organisée chaque année par les communistes du Nord pour permettre aux enfants privés de vacances d'aller à la plage. « Il voulait quelqu'un qui vienne du terrain », confie celle qui, outre son militantisme au PCF depuis 1978, est aussi bénévole aux Restos du cœur du Quesnoy, près de chez elle. Et même nouvellement retraitée, elle donne de son temps à l'union confédérale des retraités CGT. En fait, Marie-Hélène continue un combat engagé... en 1974. Cette année-là, elle entre à l'usine Bidermann de Poix-du-Nord, à 16 ans, comme ouvrière presseuse. « Je repassais les costumes. » Un peu de rêve, Givenchy, Cardin ou Courrèges ; un peu d'enfer, des conditions difficiles, « 40 degrés l'été » ; le tout inaccessible pour des ouvriers. Payée à la pièce, « ce qui ne permettait pas de vivre correctement », Marie-Hélène prend part à sa première grève « pour les salaires » au bout d'une semaine.

Son père, fondeur chez Usinor, était syndiqué CGT, mais ses parents n'étaient pas particulièrement militants. Elle prend sa carte à la CGT et, de fil en aiguille, la

déléguée syndicale lui propose de la remplacer. Ce qui ne lui vaudra pas que des compliments. « Je me souviens, un lendemain de grève, la chef d'atelier me dit : “il n'y a pas de travail pour toi à ton poste” et me change de machine. » Puniton ? Sur un outil qu'elle ne connaît pas, et dont la cellule de sécurité a été désactivée, elle se brûle gravement la main gauche, mais gagne l'engagement indéfectible de « toujours se battre pour les conditions de travail et la sécurité ».

C'est cette battante qui, en 2016, emmène François Ruffin, pas encore député France insoumise, chez Jocelyne et Serge Klur, deux employés d'Ecce, qui deviendront les personnages centraux de Merci Patron !. Ruffin pousse la syndicaliste à acheter un titre de LVMH pour « monter à Paris et intervenir à l'assemblée générale des actionnaires », explique-t-il dans le film. « On s'attaque toujours au contremaître, au directeur... Là on allait voir le grand patron ! », se remémore Marie-Hélène. « Est-ce que les actionnaires sont prêts à perdre un tout petit peu d'argent pour que 147 salariés vivent encore ? » avait lancé Marie-Hélène Bourlard à Bernard Arnault.

Une fierté ouvrière qu'elle aurait bien aimé continuer à exprimer dans son travail. « Même si on était exploités, on aimait bien ce qu'on faisait », avance-t-elle. À Poix-du-Nord, Bidermann puis Ecce (Entreprise de confection et de commercialisation européenne), sous-traitait pour LVMH des costumes vendus plus de 1 000 euros pièce... pour un coût de main-d'œuvre de moins de 30 euros. Mais même en insistant sur ce fossé, soupire la syndicaliste, les ouvrières (dans l'usine, les femmes étaient largement majoritaires) s'estimaient « chanceuses ». Elles gagnaient peu – « 1 000 euros net par mois pour 36 ans de présence », calcule Marie-Hélène –, mais « quand le mari ou le fils est au chômage... » Une quarantaine d'emplois a bien été préservée, transférée à Prouvy, à 40 kilomètres de là, mais la production est tout de même partie en Pologne. Marie-Hélène, elle, s'est reconvertis en ambulancière jusqu'à sa retraite l'an dernier. Mais elle n'a pas complètement lâché son rôle. Après coup, la syndicaliste était allée en Pologne rencontrer les ouvrières. Depuis, elles aussi ont perdu leur emploi, délocalisé en Bulgarie. De quoi nourrir encore sa réflexion et son action.

SON COMBAT POUR UNE « EUROPE PLUS JUSTE ET PLUS HUMAINE »

« Tout le monde doit travailler. Mais ce serait plus facile sans concurrence. Si on avait un Smic européen par exemple... » Avec « des députés qui puissent faire peser ces idées au Parlement européen », il serait possible de « renégocier les traités pour faire l'Europe sociale ». Et aussi de « faire disparaître la directive sur les travailleurs détachés », détaille-t-elle. Son mari, Alain, ancien imprimeur, approuve : « Sans arrêt on voit passer des transporteurs étrangers sur la route. Et des camionnettes immatriculées en Pologne ou au Portugal, chargées de gars qui viennent sur les

chantiers travailler au forfait dans des conditions terribles... » Pour le profit de grandes entreprises qui font jouer la concurrence « libre et non faussée »... C'est une « Europe plus juste et plus humaine » qu'il nous faut construire, conclut son épouse.

L'ouvrière ne s'en est jamais cachée : elle fait de la politique « dès que l'occasion se présente ». « Et même quand elle ne se présente pas », plaisante Alain. C'est qu'elle refuse de laisser filer les événements. Marie-Hélène livre un exemple : à Poix-du-Nord, où l'usine était « structurante » dans le paysage politique et citoyen, entre la parole de la CGT et celle du PCF, « on gardait la ville à gauche ». Depuis la fermeture de l'usine, la commune a basculé à droite, avec « de très forts scores du FN » (62,43 % pour Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, 58,80 % au second tour de la législative)... Une illustration de la nécessité de ne pas lâcher de terrain. À Poix-du-Nord, Le Quesnoy ou Orsinval, comme dans le Nord, en France et en Europe.

Grégory Marin

<https://www.humanite.fr/elections-europeennes-et-si-une-ouvriere-du-nord-sinvitait-strasbourg-663693>

*) Politique

ian brossat

élections européennes 2019



Ian Brossat : « Il nous appartient de dépasser l'état de dispersion qui est celui de la gauche aujourd'hui » Photo : Joël Saget/AFP

Européennes. Ian Brossat veut remédier à la dispersion de la gauche

Jeudi, 18 Octobre, 2018

Julia Hamlaoui

Le chef de file du PCF pour les européennes a adressé un courrier aux responsables de gauche, hors PS, pour les inviter à se mettre autour d'une table en vue du scrutin de mai.

Cette fois, l'invitation est partie par courrier. Ian Brossat a renouvelé sa « proposition de rencontre » dans une lettre adressée à Benoît Hamon (Génération.s), Olivier Besancenot (NPA), Jean-Luc Mélenchon (France insoumise), David Cormand (EELV) et Emmanuel Maurel (Nos causes communes). Fin septembre, le chef de file du PCF pour les élections européennes avait déjà appelé les uns et les autres « à se mettre autour d'une table », sur France 2 lors de l'émission *On n'est pas couché* (lire [ici](#)).

«NOUS AVONS BEAUCOUP A GAGNER.»

« Dans (un) contexte lourd de menaces, il nous appartient de dépasser l'état de dispersion qui est celui de la gauche aujourd'hui », écrit l'élu parisien dans son courrier rendu public ce jeudi. Rappelant la poursuite à « marche forcée (de la) politique de démantèlement de nos services publics et de notre protection sociale » et qu'« à l'échelle européenne, le rejet des politiques libérales engendre une montée inquiétante de l'extrême-droite qui instille partout son venin raciste et xénophobe », le chef de file communiste estime la situation à gauche « d'autant plus regrettable qu'un nombre croissant de nos concitoyens se mobilisent partout à travers notre pays » et « disent leur aspiration grandissante à une issue progressiste ». Les récents débats sur l'immigration ont cependant donné à voir les divisions qui traversent ces formations sur certaines questions de fond. « Des débats nous traversent, c'est vrai », reconnaît Ian Brossat. Rien d'insurmontable pour autant, semble-t-il : « Je suis profondément convaincu que nous avons beaucoup à gagner à nous parler pour construire des perspectives communes. »

<https://www.humanite.fr/europeennes-ian-brossat-veut-remedier-la-dispersion-de-la-gauche-662383>

*)

Élections européennes. Génération.s à la recherche d'une dynamique politique

Mardi, 13 Novembre, 2018

Pierre Duquesne

Sarah Soilihi, ex-porte-parole de Jean-Luc Mélenchon pendant la présidentielle, a officialisé hier son ralliement au mouvement de Benoît Hamon, mettant en avant des divergences sur la question migratoire et sur l'Europe.

«Je ne suis pas la première à rejoindre Génération.s et je ne serai pas la dernière. Il y aura d'autres mercatos, comme on dit au foot.» C'est par ces mots, lundi matin, que Sarah Soilihi a présenté officiellement son ralliement au mouvement dirigé par Benoît Hamon. C'est peu dire que celle qui fut candidate de la France insoumise dans la 3e circonscription de Marseille, et ancienne porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, a été bien accueillie par l'ex-candidat socialiste à la présidentielle, en pleine préparation des élections européennes.

CE N'EST PAS UNE « PRISE » POLITIQUE

Il ne s'agit pas d'une « prise », s'est pourtant empressé de rectifier Benoît Hamon devant la presse. « Notre objectif est d'affaiblir personne », précise-t-il, avant de mettre en avant la trajectoire de la trentenaire marseillaise. « Une femme issue des milieux modestes, qui s'est battue pour être la championne sportive qu'elle est, pour être doctorante en droit » et qui tente de faire exploser le « plafond de verre » qui empêche des profils comme le sien d'être sur le devant de la scène politique. Quant à l'intéressée, elle met en avant les divergences de fond avec la FI sur la question migratoire et sur les européennes. « On ne peut pas dire que cette élection est un référendum anti-Macron », explique la militante des quartiers Nord de Marseille, qui déplore aussi une course au « buzz » qui ne permet pas toujours, selon elle, de défendre un programme. « Avoir du sang-froid, c'est ce que l'on m'a appris dans le sport, et je pense que c'est la même chose en politique. »

Ce n'est pas une « prise », donc. Mais l'occasion était trop belle, pour Benoît Hamon, de s'en servir pour vendre la « belle dynamique » de son mouvement. Il a d'ailleurs annoncé la tenue d'une réunion publique le 6 décembre, au Cirque d'hiver, sur les européennes. D'ici là, d'autres noms issus de la « société civile » devraient être divulgués. Benoît Hamon en est persuadé : s'il est candidat, il dépassera les 5 % dans les sondages. Un peu plus tôt, invité chez Jean-Jacques Bourdin (BFM TV), il avait déjà prévenu qu'il restait « totalement engagé » dans la campagne des élections européennes. Comme s'il voulait effacer les deux derniers sondages récemment publiés dans la presse, qui ne collent pas vraiment avec la « dynamique » affichée. Son mouvement est donné à 2,5 % par deux enquêtes récentes (Elabe, 7 novembre, et Ifop,

le 30 octobre). La création d'un nouveau parti écologiste, de gauche et pro-européen, Place publique, et qui compte structurer l'espace politique entre la France insoumise et Emmanuel Macron, interroge aussi sur la force d'attraction de Génération.s.

L'émergence de ce nouveau parti, créé par d'anciens compagnons de route de Benoît Hamon, signe d'une certaine manière l'incapacité de Génération.s comme d'EELV à rassembler largement, estimait récemment l'ancien député européen Pascal Durand.

« Je pense que la personnalisation qui a été mise en œuvre dès le début de la campagne des européennes n'a pas aidé à fédérer », confiait-il récemment à l'AFP.

« DEUX CHEMINS DIFFERENTS »

Le lancement de Place publique, qui revendique déjà 5 000 adhésions, n'a pas l'air d'assombrir Benoît Hamon. Bien au contraire : « On regarde les semaines qui viennent avec beaucoup de confiance, car nous avons beaucoup de choses en commun avec les animateurs de Place publique. » Il s'agit d'un « outil supplémentaire », souligne-t-il en reditant sa « bienveillance » avec le fait que des « intellectuels s'engagent en politique ». Seront-ils présents le 6 décembre ? En attendant, des représentants de Génération.s se rendront à la première réunion publique lancée par Raphaël Glucksmann, jeudi, à Montreuil.

Même s'il refuse de mettre un mur étanche entre lui et la France insoumise, il répète qu'il y a « deux chemins différents » dans la façon d'aborder les européennes. Il martèle la nécessaire « hospitalité vis-à-vis des migrants » et le fait qu'il « ne peut y avoir de réponse nationale à la crise européenne ». « Je crois que la seule réponse à la montée du nationalisme, c'est la conviction absolue que la coopération c'est mieux que la compétition entre les peuples, avance-t-il. La solution n'est ni dans la compétition féroce entre les individus, ni dans la compétition féroce entre les États. »

<https://www.humanite.fr/elections-europeennes-generation-s-la-recherche-dune-dynamique-politique-663517>

***) FI entre officiellement en campagne avec ses nouveaux alliés**

Mardi, 6 Novembre, 2018

Julia Hamlaoui

Les anciens de l'aile gauche socialiste ont officialisé ce mardi leur ralliement à la France insoumise pour les élections européennes de mai prochain.

Cette fois c'est pour de bon. Après, le parti des anciens de l'aile gauche du PS Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann, a tenu une conférence de presse

commune ce mardi avec la France insoumise pour annoncer officiellement leur entrée dans une campagne commune en vue des européennes de mai prochain.

Déjà il y a 2 semaines, le leader de la FI et le fondateur d'Après avaient réuni la presse au parlement européen avec le même objectif. «L'idée est qu'on présente ensemble (avec les anciens de l'aile gauche du PS - NDLR) une liste aux élections européennes » mais cette « construction commune » se fera «dans le cadre du label France insoumise», avait alors déclaré Jean-Luc Mélenchon. « C'est une hypothèse envisagée et envisageable », temporisait pour sa part Emmanuel Maurel.

Plus de précaution verbale ce mardi. Après une ultime réunion en matinée, la campagne électorale autour d'une liste commune est désormais lancée. « Plus que la déploration sur une gauche qui serait en morceau ce que nous essayons de construire c'est une culture de l'action », s'est enthousiasmé Emmanuel Maurel soulignant les « convergences » de sa formation avec les vues de la France insoumise notamment en matière de stratégie européenne. « S'il y a une question sur laquelle nous avons un total accord, c'est celle-là » a répondu le député européen interrogé sur la stratégie plan A/plan B de FI. Après et le MRC participeront aux prochaines initiatives de campagne de FI : le meeting de Jean-Luc Mélenchon à Pau ce jeudi où l'insoumis partagera la tribune avec Emmanuel Maurel ; le lancement des comités d'appui à la liste insoumise pour les européennes le 14 novembre prochain ; ou encore des rassemblements citoyens les 24 et 25 novembre contre la privatisation des barrages hydro-électriques (« une des préconisations de la commission européenne », souligne Maurel pour faire le lien avec l'élection).

Mais leur alliance n'a pas vocation à prendre fin au lendemain du scrutin européen, l'élection présidentielle est déjà dans le viseur de ses initiateurs. « La liste européenne n'est qu'une première étape », a souligné l'ancien socialiste évoquant « la bataille centrale de 2022 » et une volonté commune d' « accéder aux responsabilités » à cette occasion.

<https://www.humanite.fr/fi-entre-officiellement-en-campagne-avec-ses-nouveaux-allies-663329>

***) Ian Brossat. « Il s'agit une fois de plus de s'en prendre au pouvoir d'achat des salariés »**

Mercredi, 7 Novembre, 2018

Olivier Morin

Les couches populaires sont les plus touchées par les hausses des prix des carburants, estime le responsable communiste, qui formule plusieurs propositions, dont celle de s'attaquer aux dividendes et profits insolents des pétroliers.

Une colère monte autour du prix élevé des carburants. Que révèle-t-elle ?
ian brossat Cette colère est parfaitement légitime car, dans cette affaire, le gouvernement est doublement coupable. C'est un vol doublé d'un mensonge. Un vol parce qu'une fois de plus le gouvernement fait les poches aux ménages les plus modestes et un mensonge car Macron fait croire qu'il s'agit d'une mesure écologiste. Or, celle-ci n'a rien à voir avec l'écologie. Il s'agit une fois de plus de s'en prendre au pouvoir d'achat des salariés. Il est donc légitime que les victimes de cette politique fassent entendre leur colère.

Certaines forces politiques tentent de l'utiliser à leur profit...

ian brossat Il y a une évidente tentative de l'extrême droite d'instrumentaliser ce mouvement. Mais les progressistes ne peuvent pas être indifférents à la colère de millions de salariés qui doivent prendre leur voiture pour aller au boulot et qui vont voir leur pouvoir d'achat gêné par cette augmentation des taxes sur le carburant. Il y a deux menaces de mon point de vue. La première est sociale, car le gouvernement va paupériser encore davantage les ménages modestes. Et la deuxième, c'est qu'après l'Europe le gouvernement réussit à dégoûter les citoyens de l'écologie, en conduisant beaucoup de gens à penser que l'écologie se fait systématiquement au détriment des plus modestes. En exonérant les compagnies pétrolières de toute espèce d'effort. C'est également contraire à la promesse présidentielle de garantir le pouvoir d'achat des Français...

ian brossat Quand on fait le compte depuis le début de l'année, entre le gel des APL, le gel des retraites, le gel des allocations familiales, l'augmentation du prix du tabac, et maintenant celle des taxes sur les carburants, le gouvernement est en train de paupériser une grande majorité de la population française. Alors que, dans le même temps, il a gavé ses amis les plus riches en supprimant l'impôt de solidarité sur la fortune, en supprimant l'exit tax et en augmentant les cadeaux aux ménages les plus fortunés. Le gouvernement a promis un ruissellement mais c'est un ruissellement à l'envers qui a lieu.

Face à cette colère, quelles sont vos propositions ?

ian brossat Nous faisons quatre propositions. La première est de taxer le kérósène, qui aujourd’hui ne l’est pas, contrairement aux carburants utilisés par les automobilistes. La deuxième est de taxer les compagnies pétrolières, et notamment Total, qui a réalisé 9 milliards d’euros de bénéfices l’an dernier. La troisième, c’est un moratoire sur la fermeture des petites lignes de train. Car, contrairement à tous les engagements pris par le gouvernement au moment de la loi relative à l’avenir de la SNCF, nous assistons à des fermetures de lignes régulières et, à terme, 9 000 kilomètres de lignes sont menacés. La quatrième proposition, c’est une TVA à 5,5 % sur les transports en commun et les voitures propres. On peut évidemment chercher à limiter l’utilisation de l’automobile mais, si on ne fait aucune proposition, on ne voit pas comment des gens qui sont contraints d’utiliser leurs voitures aujourd’hui ne le feraient plus demain. C’est le rôle du Parti communiste de mettre sur la table des propositions alternatives pour défendre les ménages modestes et réaliser la transition énergétique.

Ian Brossat

Chef de file du PCF aux européennes, maire adjoint de Paris

Entretien réalisé par Olivier Morin

<https://www.humanite.fr/ian-brossat-il-sagit-une-fois-de-plus-de-sen-prendre-au-pouvoir-dachat-des-salaries-663307>

***) Écologie ? Mon œil !**

Jeudi, 8 Novembre, 2018

Patrick Le Hyaric

L’éditorial de Patrick Le Hyaric. Il est vital d’engager un processus de sortie des énergies carbonées. Mais, faire croire que seule l’augmentation continue des trois taxes sur les carburants le permettra relève moins de la transition écologique que de la poursuite des transferts des richesses des plus modestes vers le secteur privé, en application parfaite des recommandations du Conseil européen qui, à chacune de ses réunions ou presque, appelle à améliorer la compétitivité en transférant la fiscalité des entreprises vers la consommation.

Sans cesse revient dans ces textes la pressante demande de « prendre des mesures supplémentaires déplaçant la charge fiscale sur le travail vers les taxes environnementales ou la consommation » (1). Voilà la raison principale de l’augmentation des prélèvements indirects. D’ailleurs, plus de 45 % des recettes issues de ces taxes vont combler les caisses de l’État, quand moins de 19 % servent à la transition environnementale.

Si le pouvoir avait le réel souci de sortir des énergies carbonées, il n’autorisera pas un nouveau forage pétrolier au large de la Guyane, il élargirait l’assiette fiscale bien au-delà des automobilistes et des familles. Comment fait le retraité ou l’allocataire du

RSA pour se chauffer cet hiver si le plein de la cuve de fioul coûte plus cher que deux mois de sa maigre pension, pendant que Total accumule 10 milliards de profits ?

Des mesures sont pourtant envisageables quand on songe aux 3 500 supertankers et 17 500 tankers, aux milliers de paquebots de croisière qui avalent des dizaines de fois plus de carburant que la totalité des voitures qui roulent sur la planète. Ce trafic s'est développé sur les ruines de nos productions délocalisées à l'autre bout du monde pour exploiter des travailleurs dans la misère, quand ceux d'ici et leurs enfants « traversent la rue »... vers le chômage. Taxer les entreprises qui jouent à ce jeu malsain contribuerait à freiner cette mondialisation capitaliste (dé)réglée avec ces traités de libre-échange et une Europe du marché ouvert et de la concurrence libre.

Si le pouvoir avait le souci de l'environnement, il ne porterait pas tant de coups à notre SNCF en poussant sur les routes 4,5 millions de camions et des centaines de cars Macron, au lieu de développer le fret ferroviaire et de faire vivre des petites lignes. Il ne négocierait pas tant pour lancer la construction des lignes de transport du Grand Paris.

Celles et ceux qui utilisent leur véhicule n'ont tout simplement, en général, pas le choix. Le pouvoir les taxe pour aller au travail ou faire leurs courses. Le prix des voitures hybrides ou électriques est hors de portée, sans qu'il soit pour autant prouvé que les premières consomment moins de carburant, ou que la fabrication des batteries électriques des seconde soit neutre pour l'environnement.

L'avenir n'est pas dans cette fausse écologie punitive, mais dans un processus de réorientation de nos modèles productif, de transport, de distribution, de logement et de consommation. Il nécessiterait un plan d'investissements massifs qui se heurte à la sacro-sainte loi du profit. Contrairement à la vulgate libérale, cette transition sociale et environnementale ne peut voir le jour que si travailleurs et citoyens se rendent maîtres d'un tel processus. De ce point de vue, les privatisations des secteurs de l'énergie, les coups portés à EDF comme à la SNCF, les ventes de Total comme de Renault aux actionnaires privés ont desservi l'intérêt général. La question de la propriété des grands moyens de production et d'échange pour une réorientation sociale, démocratique, écologique est bien posée. Il ne s'agirait pas de revenir aux nationalisations telles qu'on les a connues, ni à la propriété d'État, mais d'inventer une appropriation sociale, citoyenne et démocratique pour faire réellement vivre les biens communs pour l'intérêt général humain et environnemental. Ce serait l'amorce d'une autre société.

(1) Recommandation du Conseil européen du 9 juillet 2013. Pour des extraits supplémentaires voir [le blog de Patrick Le Hyaric](#)

<https://www.humanite.fr/ecologie-mon-oeil-663276>

